



# **COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009**

## **ANNEXE**

**(en millions d'euros)**

Le 2 mars 2010

## **SOMMAIRE**

*(Chiffres exprimés en millions d'euros sauf mention contraire)*

### **NOTES**

<b>1. Faits significatifs de l'exercice</b>	<b>page : 4</b>
<b>2. Principes et méthodes comptables</b>	<b>page : 7</b>
<b>3. Actif non courant</b>	<b>page : 28</b>
<b>4. Actif courant</b>	<b>page : 38</b>
<b>5. Information sur les capitaux propres consolidés</b>	<b>page : 42</b>
<b>6. Provisions non courantes et courantes</b>	<b>page : 44</b>
<b>7. Actif et Passif d'impôt non courant</b>	<b>page : 46</b>
<b>8. Dettes financières non courantes et courantes</b>	<b>page : 48</b>
<b>9. Principaux éléments de variation de l'endettement net</b>	<b>page : 50</b>
<b>10. Passif courant</b>	<b>page : 51</b>
<b>11. Analyse du chiffre d'affaires et autres produits de l'activité</b>	<b>page : 52</b>
<b>12. Résultat opérationnel</b>	<b>page : 53</b>
<b>13. Coût de l'endettement financier net / Autres produits et charges financiers</b>	<b>page : 54</b>
<b>14. Charge d'impôt</b>	<b>page : 55</b>
<b>15. Résultat net des activités poursuivies et résultat dilué par action</b>	<b>page : 56</b>
<b>16. Information sectorielle</b>	<b>page : 57</b>
<b>17. Instruments financiers</b>	<b>page : 61</b>
<b>18. Engagements hors bilan</b>	<b>page : 63</b>
<b>19. Effectifs, engagements envers le personnel et participation</b>	<b>page : 65</b>
<b>20. Informations sur les parties liées et les avantages des organes d'administration et de direction</b>	<b>page : 68</b>
<b>21. Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie</b>	<b>page : 69</b>
<b>22. Honoraires des commissaires aux comptes</b>	<b>page : 70</b>
<b>23. Principaux taux de conversion</b>	<b>page : 71</b>
<b>24. Liste des principales sociétés consolidées au 31/12/2009.</b>	<b>page : 72</b>

Déclaration de conformité :

Au 31 décembre 2009, les états financiers consolidés du groupe Bouygues ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, IAS (International Accounting Standards), complétées des interprétations formulées par les Comités SIC et IFRIC, approuvées par l'Union Européenne et applicables à cette date.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) :

- ✓ Le Bilan,
- ✓ Le Compte de résultat et l'état des charges et produits comptabilisés,
- ✓ Le Tableau de variation des capitaux propres,
- ✓ Le Tableau des flux de trésorerie,
- ✓ L'Annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2008.

### 1.1. PERIMETRE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2009

- Principales variations de périmètre 2009 :

Au 31 décembre 2009, 1 236 entités sont consolidées contre 1 244 à fin 2008 ; la variation nette concerne principalement Bouygues Construction (SEP nouvelles principalement...), et Bouygues Immobilier.

Il n'existe pas d'acquisition significative dans le périmètre 2009 du groupe Bouygues ; au cours de l'exercice il a été procédé à la cession partielle du pôle délégation de service public Axione / activité haut-débit en régions (ETDE / Bouygues Construction), ainsi qu'à la cession de 49,2% de la société Finagection ; ces deux entités sont désormais consolidées par mise en équivalence.

- Alstom :

A/ 2009 : Acquisitions complémentaires de titres en bourse :

Au cours de l'exercice 2009, Bouygues a acquis en bourse 664 169 actions Alstom complémentaires pour un montant de 25,2 M€ ; la participation nette au 31 décembre 2009 s'établit à 29,8% ; un goodwill net complémentaire de + 14 M€ a été dégagé.

B/ Alstom demeure consolidée selon la méthode de mise en équivalence pour sa valeur nette globale d'acquisition complétée des contributions nettes au résultat net ; la contribution prise en compte par le Groupe au titre du résultat net des 12 mois de l'exercice 2009, s'élève à 346 M€. Le 4<sup>e</sup> trimestre 2009 a fait l'objet d'une appréciation à partir des comptes arrêtés par Alstom au 30/09/2009 pour son premier semestre d'exercice.

L'amortissement des réévaluations pratiquées sur les actifs identifiables incorporels et autres, au compte de résultat consolidé du Groupe (au titre des acquisitions 2009 et antérieures, non inclus dans la contribution ci-avant), s'élève à (17) M€, pour la part revenant au groupe Bouygues.

Conformément à IAS 28, la participation est présentée au bilan sur la ligne « Entités associées » pour un montant net global de 4 054 M€, (dont goodwill de 2 463 inclus).

- Cession par Bouygues de 49,2% de Finagection ( 4<sup>e</sup> trimestre 2009) :

Finagection est la société Holding détenant les activités de gestion d'eau et d'électricité en Côte d'Ivoire, et de gestion de l'eau au Sénégal (issues de la cession SAUR en 2005).

Après cession de 49,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2009, la participation de Bouygues s'établit à 21,5% au 31 décembre 2009.

A cette date, Finagection a été traitée conformément aux dispositions relatives aux activités cédées ou en cours de cession (IFRS 5) ; au compte de résultat consolidé, la rubrique « Quote part de résultat net des Entités Associées » présente la quote-part de résultat net 2009 pour la fraction résiduelle mise en équivalence pour 21,5% ; la rubrique « Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession » inclut la plus value de cession dégagée par Bouygues SA sur l'opération, et incidences nettes de déconsolidation.

- Bouygues / Augmentation de capital : Opération d'épargne salariale Bouygues Partage 2 :

Une nouvelle opération d'épargne salariale a été mise en place par Bouygues en novembre 2009 (création de 2 nouveaux FCPE) ; les modalités de l'opération ont été arrêtées par le Conseil d'Administration du 26 juin 2009 ; l'augmentation de capital réservée aux collaborateurs a eu lieu le 30 novembre 2009 pour 193 M€.

Celle-ci s'inscrit dans la conviction constante qu'il est juste d'associer étroitement les collaborateurs aux réussites du Groupe dont ils sont les acteurs essentiels ; cette nouvelle opération leur permet d'augmenter leur épargne à des conditions attractives, d'accroître leur participation au capital, et ainsi de renforcer leur position d'actionnaires de Bouygues.

Les caractéristiques essentielles de cette opération sont les suivantes :

	FORMULE 5 ANS	FORMULE 10 ANS	TOTAL
• Nombre de salariés souscripteurs	13 810	41 516	55 326
• Prix de souscription des titres (après décote)	21,76 €	19,04 €	-
• Date d'annonce du plan aux salariés	20 octobre 2009		-
• Montant de la décote nominale (par action) octroyée aux salariés *	5,44 € (20 %)	8,16 € (30 %)	-
• Juste valeur IFRS de l'avantage accordé aux salariés ayant souscrit à :	144,38 € 3 actions	147,74 € 5 actions	-
• Cours d'ouverture à date de l'augmentation de capital (30 novembre)	33,475 €		-

\* Prix de souscription avant décote : moyenne des premiers cours cotés des 20 séances de bourse précédant le 26/6/2009 → 27,20 € (date du Conseil d'Administration).

Au 31 décembre 2009, la charge globale sur l'opération, reste évaluée selon les mêmes méthodes que pour l'opération Bouygues Partage 1 (en 2007) ; celle-ci inclût : l'abondement de la société, et la juste valeur de la charge au titre de l'avantage accordé aux salariés sur le prix de souscription ; elle fait partie intégrante du compte de résultat consolidé pour (17,6) M€.

- Signature d'un accord entre TF1 et Groupe AB :

Le 11 juin 2009, le groupe TF1 et le Groupe AB ont signé un accord visant au rachat par TF1 de 100% de NT1 et 40% de TMC détenus par Groupe AB. Cette transaction serait réalisée pour un montant de 192 millions d'euros en numéraire.

TF1 conserverait une participation dans les autres activités de Groupe AB, identique à celle qu'elle détient aujourd'hui soit 33,5%. L'équipe dirigeante actuelle de Groupe AB se verrait consentir une option d'achat lui permettant d'acquérir cette participation minoritaire de TF1, dans un délai de 2 ans, pour un montant de 155M€.

Cette opération a reçu le 26 janvier 2010 l'accord de l'autorité de la concurrence, (sous réserve du respect par le Groupe d'engagements comportementaux). TF1 reste en attente de la décision finale du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel qui doit se prononcer sur cette opération.

- TF1 : Cession de la participation détenue dans Canal + France :

TF1 a désigné, lors de sa comptabilisation initiale, l'actif financier Canal+ France reçu en échange de l'apport des titres TPS, comme un actif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Cet actif représentait 9,9% du capital de Canal+ France assortis d'une option de vente exerçable en février 2010 ; il a été cédé le 28 décembre 2009 à Vivendi pour un montant de 744 millions d'euros, anticipant de quelques semaines l'échéance de l'option détenue. Compte tenu du traitement à la juste valeur par le compte de résultat, l'impact de cette opération sur le résultat net consolidé se limite à l'effet de la désactualisation de la valeur de l'option de vente sur la période, soit +39,4 millions d'euros.

- Alstom Hydro-Holding :

Fin novembre 2009, Bouygues a exercé l'option de cession de sa participation de 50% dans Alstom Hydro Holding, (société présente sur le marché des solutions et services dans le domaine de l'hydroélectricité) contre la remise de 4,4 millions d'actions Alstom (soit environ 1,3% du capital). Cette opération a fait suite aux accords liés à la création commune de cette société avec Alstom, signés en 2006. Ces actions feront l'objet d'une augmentation de capital réservée, les actions nouvelles bénéficiant des mêmes droits que les actions existantes. Cette opération n'était pas finalisée au 31 décembre 2009, en raison des autorisations attendues des autorités de la concurrence de certains pays, où la société exerce son activité.

La Commission Européenne a autorisé le 13 janvier 2010 l'opération. Sa réalisation finale interviendra en 2010 après obtention des dernières autorisations demandées.

## 1.2. CHIFFRES D'AFFAIRES CONSOLIDE 2009

Il s'élève à 31 353 M€, en réduction de (3,4)% par rapport à l'activité comparable au 31 décembre 2008 (32 459 M€ → chiffre d'affaires 2008 après neutralisation de l'activité Finagection cédée).

## 1.3. CRISE FINANCIERE

- Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 sont préparés dans le cadre d'une permanence des principes et méthodes comptables, des règles de prudence en matière d'estimations, et d'appréciations comptables, tels que décrits au chapitre 2.2 « préparation des états financiers ».
- Au plan de l'activité, les effets issus de la crise sont pris en compte par les métiers concernés ; l'aspect financier de la crise n'a pas de conséquence significative sur les comptes du Groupe :
  - la trésorerie du groupe Bouygues au 31 décembre 2009 n'est pas affectée par la crise, celui-ci s'étant toujours interdit d'investir sur des supports sensibles ou volatiles.
  - le Groupe dispose d'importantes lignes de crédits bancaires de financement confirmées (voir note 8 présentant le risque de liquidité).

## 1.4. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PERIMETRE POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2009

- Emission d'un emprunt obligataire en février 2010, par Bouygues, pour un montant de 500 M€ à 8 ans ; prix d'émission à 99,651% au taux de 4%.

## 2.1. LES ACTIVITES DU GROUPE

Le groupe Bouygues est un groupe industriel diversifié, implanté dans plus de 80 pays, dont les métiers s'organisent autour de 2 pôles d'activités :

a) Construction :

- Bouygues Construction (BTP et électricité),
- Bouygues Immobilier,
- Colas (Routes).

b) Télécoms – Médias :

- TF1 (Télévision),
- Bouygues Telecom (Téléphonie Mobile/Fixe).

c) Le groupe Bouygues détient également au 31 décembre 2009, une participation de 29,8% dans le Groupe ALSTOM (Energie et Transport).

## 2.2. PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées ; ils sont présentés en millions d'euros, devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe ; ils intègrent également les recommandations de présentation du CNC (devenu ANC) n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009, en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 2 mars 2010.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2009 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs financiers évalués à leur juste valeur ; ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2009, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2008 ; par ailleurs, les nouvelles obligations applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2009, (dont les impacts sur les comptes 2009 ne sont pas significatifs), ont été prises en compte :

- *Principales nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne, d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2009 :*

- **IAS 1 révisée : Présentation des états financiers (amendement)**

Le Groupe présente les composantes du résultat net global sous la forme de 2 états détaillés, comme autorisé par l'IASB :

- a) Compte de résultat net,
- b) Etat des produits et charges comptabilisés : autres éléments du résultat global (incluant les charges et produits comptabilisés directement en Capitaux Propres consolidés).

- **IAS 23 révisée : Comptabilisation des coûts d'emprunts :**

Cette norme est notamment applicable dans l'activité immobilière ; elle supprime l'option de comptabilisation des coûts d'emprunts en charges pour les actifs qualifiés.

L'application de cette norme n'a pas eu d'impact significatif pour le Groupe.

- **IFRS 8 : Secteurs opérationnels (Information sectorielle) :**

L'application d'IFRS 8 n'influence pas la présentation de l'information sectorielle présentée par métier au niveau Groupe.

- **IFRIC 11 : Actions propres et transactions intra-groupe :**

Le coût global de l'avantage calculé au titre des plans d'options octroyés par Bouygues aux collaborateurs du Groupe, est pris en charge dans les comptes consolidés de celui-ci.

Au niveau des métiers du Groupe, les montants nets concernés ne sont pas significatifs.

• *Autres normes et interprétations essentielles, publiées par l'IASB, d'application non obligatoire en 2009, (textes déjà adoptés par l'Union Européenne) :*

- **IFRS 3 et IAS 27 révisées / Regroupements d'entreprises :** norme importante applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010, en matière d'acquisitions, cessions de titres de participation.

- **IFRIC 12 (accord de concession de services publics) :** Application générale au 1<sup>er</sup> janvier 2010 ; le Groupe applique déjà cette interprétation dans le Groupe Colas, au contrat PFI de Portsmouth, comptabilisé selon la méthode de la créance financière qui traduit au mieux la réalité économique et financière de ce contrat, et chez la société Cofiroute (mise en équivalence) conformément à la décision du groupe qui contrôle celle-ci et en assume la gestion.

Pour le métier Bouygues Construction : les contrats PFI sont conclus vis-à-vis de collectivités par des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation généralement inférieure à 20% ; celles-ci ne sont pas consolidées compte tenu du rôle effectivement limité du Groupe dans ces structures. Quant aux participations dans les sociétés concessionnaires, elles sont pour la plupart consolidées par mise en équivalence, et appliqueront IFRIC 12 au 01/01/2010, ou à défaut non consolidées.

- **IFRIC 15 / Accords de Construction Immobilière :** (adoption par l'UE le 22 juillet 2009) ; cette interprétation ne modifie pas de manière significative les méthodes actuelles d'appréhension des résultats de l'activité promotion immobilière.

*Hormis l'application anticipée partielle d'IFRIC 12, indiquée ci-avant, le Groupe n'applique pas par anticipation de normes, amendements, et interprétations au 31 décembre 2009.*

• **Choix comptables / estimations dans l'évaluation de certains Actifs / Passifs / Produits et Charges :**

Afin de préparer les états financiers consolidés conformément aux normes et interprétations, des estimations et des hypothèses ont parfois été faites ; elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des tests de dépréciation des Goodwill, des paiements en actions (stock-options), des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière...), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, des impôts différés actif, et des provisions...

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, afin que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel au 31 décembre, (ou en cours d'exercice s'il existe des indices de perte de valeur), afin de vérifier que la quote-part de valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable consolidée ; dans le cas inverse, une dépréciation est prise en compte (IAS 36) → voir chapitre 2.7.4 : « Suivi de la valeur des actifs immobilisés ».

En note 3, le tableau figurant en chapitre 3.6 présente le prix de revient consolidé des actions cotées, en regard du cours de clôture de l'action au 31 décembre 2009 (TF1 / Alstom / Colas).

- Changement de méthode comptable :

En 2009, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables significatifs, en dehors des évolutions obligatoires sur normes IFRS mentionnées en chapitre 2.2, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## 2.3. METHODES DE CONSOLIDATION

- Intégration globale :

- Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.
- Appréciation du contrôle exclusif sur TF1 :

Bouygues détient 43,02% du capital et des droits de vote de TF1 ; le contrôle exclusif exercé sur TF1 est fondé sur les points ci-après :

Bouygues détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par Bouygues.

La détermination par Bouygues seule, des décisions en assemblée générale est manifeste sur une période d'au moins deux exercices successifs.

On peut y ajouter :

- le nombre élevé de postes d'administrateurs alloués à Bouygues au sein du Conseil d'administration de TF1,
- le rôle de Bouygues dans la nomination des principaux dirigeants de TF1.

Le contrôle exclusif exercé par Bouygues sur TF1 est ainsi établi.

- Intégration proportionnelle : participations dans les coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel 2 parties ou plus, conviennent d'exercer une activité économique, sous contrôle conjoint ; les actifs / passifs, charges et produits de ces sociétés sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle en quote-part du pourcentage de contrôle : c'est le cas notamment pour les sociétés en participation travaux de Bouygues Construction et Colas.

- Participations dans les sociétés associées :

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable ; cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de l'entité.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

- Alstom : Bouygues exerce une influence notable sur Alstom compte tenu de sa participation de 29,8%, et de sa représentation par 2 administrateurs au Conseil d'administration. La rubrique « Entités associées » à l'actif du bilan inclut la valorisation comptable de cette participation (y compris goodwill).

- Conformément à IAS 39, les participations non consolidées sont comptabilisées à leur juste valeur, et font l'objet de tests d'évaluation de perte de valeur.

- **Évolution comparative du périmètre de consolidation :**

	DECEMBRE 2009	DECEMBRE 2008
<b>Intégrations globales</b>	<b>903</b>	<b>954</b>
<b>Intégrations proportionnelles</b>	<b>272</b>	<b>252</b>
<b>Mises en équivalence</b>	<b>61</b>	<b>38</b>
	<b>1 236</b>	<b>1 244</b>

- Les principales évolutions de périmètre de l'exercice 2009 sont analysées en Chapitre « Faits significatifs ».

## 2.4. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, le coût d'acquisition (coûts de transactions inclus) est affecté aux actifs et passifs identifiables acquis, à leur juste valeur à la date d'acquisition. Ces actifs et passifs sont présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3. Cette méthode consiste à réestimer en totalité les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur, et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise.

Les goodwill déterminés antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des minoritaires sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise.

La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Le goodwill représente l'excédent résiduel du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition ; il est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'U.G.T au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Les principales affectations du coût d'acquisition aux actifs et passifs identifiables ne deviennent définitives qu'à l'issue du délai d'un an.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le goodwill est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé « Suivi de la valeur des actifs immobilisés », conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) correspond à la fraction de l'écart de première consolidation non affecté aux actifs et passifs identifiables.

Les acquisitions complémentaires d'intérêts minoritaires ou cessions partielles, sont traitées respectivement en goodwill et en compte de résultat (Autres produits et charges d'exploitation).

## **2.5. METHODE DE CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES**

### **2.5.1. Transactions en devises étrangères**

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

### **2.5.2. Etats financiers des entités étrangères**

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Ecart de conversion » des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

## **2.6. IMPOSITION DIFFEREE**

Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passif. Elles résultent :

- des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
  - sources d'impositions futures : (impôts différés passif) il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée... ;
  - sources de déductions futures : (impôts différés actif) sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement notamment...
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actif) ayant une réelle probabilité de récupération sur les exercices futurs.
  - Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes.
  - Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation.
  - L'imposition différée actif est présentée en actif non courant.

## 2.7. ACTIF NON COURANT

### 2.7.1. Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition sous déduction des amortissements et dépréciations cumulés. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

**Principales durées d'utilisation retenues par secteur d'activité :**

	CONSTRUCTION	MEDIAS	TELECOM
- Terrains de gisements (carrières)	(1)		
- Constructions hors exploitation	10 à 40 ans	25 à 50 ans	-
- Constructions industrielles	10 à 20 ans	-	20 ans
- Installations techniques / matériels et outillages	3 à 15 ans	3 à 7 ans	5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles (Matériels de transport, et de bureau)	3 à 10 ans	2 à 10 ans	

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts en actifs corporels.

Les profits et pertes sur cessions sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée ; ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation ».

<sup>(1)</sup> Ces terrains sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée globale d'amortissement ne puisse excéder 40 ans (Colas).

<sup>(2)</sup> selon type de matériels.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement ; elles peuvent être modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes.

#### Contrats de location :

Les contrats de locations d'immobilisations corporelles et accords contenant des contrats de locations au sens de l'interprétation IFRIC 4 pour lesquels le groupe Bouygues supporte substantiellement la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figure en dettes financières).

Les locations simples sont présentées dans les engagements hors bilan.

#### • Subventions reçues :

Les subventions d'investissement reçues (notamment de l'Etat) sont affectées au bilan en diminution de la valeur des immobilisations concernées, et amorties au rythme de ces actifs, dès lors qu'elles sont définitivement acquises.

## 2.7.2. Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme étant un actif non monétaire identifiable, sans substance physique, et contrôlé par l'entité ; un actif est identifiable :

- s'il est séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante),
- ou s'il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Un actif est contrôlé :

- Si l'entité a le pouvoir d'en retirer les bénéfices économiques futurs, et d'en restreindre l'accès aux tiers.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables, mais font l'objet d'un test de dépréciation ; le caractère indéfini est revu à chaque clôture.

Elles comprennent :

- **Frais de développement :**

- conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement,
- les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères de la norme IAS 38 (génération d'avantages économiques futurs, et coût évalué de façon fiable).

- **Concessions, brevets et droits assimilés :**

Ils incluent notamment pour Bouygues Telecom :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Licence UMTS (1)	linéaire	17,5 ans <sup>(1)</sup>
Activité FAI-IRU (et front-fees) (Droits d'usage irrévocables)	linéaire	15 ans
Logiciels / développements informatiques et bureautique	linéaire	3 à 8 ans

- <sup>(1)</sup> **Licence UMTS :**

*Amortissement depuis l'ouverture du réseau haut débit, le 26/5/2005.*

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de 20 ans, comporte :

- une part fixe de 619,2 millions d'euros qui dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002 a été inscrite en immobilisation incorporelle.
- une part variable de 1% calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération, et comptabilisée en charge de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS (novembre 2007).

## 2.7.3. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe concernent notamment le droit au bail et les droits audiovisuels (TF1).

- **Droits audiovisuels TF1 :**

Dans cette rubrique figurent : les parts de films et de programmes audiovisuels produits ou coproduits par TF1 Films Production, TF1-Vidéo, TF1 Production et Téléma, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 DA, TCM DA, et TF1 Entreprises ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique et Baxter.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à l'actif à leur coût historique. L'inscription en immobilisation et les modalités d'amortissement de ces droits se définissent comme suit :

Inscription en immobilisation à l'actif du bilan	Modalités d'amortissement		
	Parts coproductions cinématographiques	Droits audiovisuels Distribution / Négoce	Droits musicaux
▪ Au dernier tour de manivelle ou date du visa d'exploitation	selon recettes sur 8 ans		
▪ A la signature des contrats de distribution et / ou de négoce		Distribution = selon recettes (avec minimum linéaire à 3 ans) - négoce : Linéaire s/5 ans	2 ans 75 % valeur brute la 1 <sup>ère</sup> année 25 % valeur brute la 2 <sup>ème</sup> année

- La modalité d'amortissement retenue pour les films coproduits par TF1 Films Production et Téléma est conforme à la pratique du secteur : amortissement en fonction des recettes respectant une dotation minimale linéaire sur 3 ans.
- Une dépréciation des droits audiovisuels est comptabilisée individuellement, le cas échéant, lorsque les prévisions de recettes futures ne couvrent pas la valeur nette comptable.

#### 2.7.4. Suivi de la valeur des actifs immobilisés

Les tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés, sont effectués à la date de clôture en conformité avec les principes comptables du Groupe ; la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie, et des goodwill, est comparée à leur valeur recouvrable, au moins à chaque clôture comptable de fin d'exercice.

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (U.G.T) à laquelle ils appartiennent, ou au regroupement d'U.G.T au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur recouvrable de l'U.G.T est déterminée comme suit :

- Pour les métiers cotés en bourse, présentant une bonne liquidité : à partir du cours de bourse si celui-ci est supérieur à la valeur comptable des actifs, ce qui était le cas à la clôture comptable de l'exercice 2009 pour TF1 et Alstom.
- Dans le cas contraire, et pour les autres métiers, (Bouygues Telecom et Colas) : par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) selon les principes suivants :
  - les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à 3 ans élaboré par la direction du métier concerné approuvé par le Conseil d'Administration de l'entité et de Bouygues SA.
  - le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital en fonction du secteur d'activité concerné, en utilisant un panel de sociétés comparables.
  - la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère le métier concerné, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité à la dépréciation du goodwill existant.

• **Informations sur les tests de dépréciation du goodwill, pratiqués pour Bouygues Telecom / et Colas :**

- Le calcul de la valeur recouvrable de Colas et Bouygues Telecom a été déterminé selon méthode décrite ci-avant, sur la base de projection des flux de trésorerie sur une période de 3 ans, correspondant au plan d'affaires de chacune des deux filiales.
- Les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini raisonnable et spécifique au secteur d'activité.
- Les taux d'actualisation (wacc), et taux de croissance retenus à fin 2009, sont les suivants :

	TAUX D'ACTUALISATION		TAUX DE CROISSANCE
	H1*	H2*	
- BOUYGUES TELECOM	5,17%	4,69%	2 %
- COLAS	6,32%	5,70%	2 %

\* Selon hypothèse de structure d'endettement : H1 = 1/3 dette – 2/3 fonds propres / H2 = 2/3 dette – 1/3 fonds propres.

- Pour ces UGT, une analyse de sensibilité du calcul à la valorisation des hypothèses clés, incluant des changements raisonnablement possibles sur ces dernières, n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à la valeur comptable des actifs testés, nécessitant alors une dépréciation de ceux-ci.

• **Entités Associées : Test de dépréciation du Goodwill (Alstom) :**

Compte tenu que le goodwill inclus dans la valeur comptable d'une participation « Entreprise associée » n'est pas présenté séparément, il ne fait pas l'objet d'un test individuel de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36 ; la valeur comptable totale de la participation fait l'objet de test de dépréciation, en la comparant à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de la participation dans Alstom a été déterminée par référence à la valorisation boursière au cours du 31 décembre 2009 ; la valeur recouvrable des titres ainsi testés était supérieure à leur valeur comptable consolidée.

- La note 3 présente les informations suivantes au 31/12/2009 :
  - Prix de revient consolidé des actions cotées
  - Cours de clôture des actions (31/12/2009).
- **Autres actifs immobilisés :** Pour les autres actifs immobilisés notamment ceux non amortissables, il existe une dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît.

## 2.7.5. Actifs financiers non courants

Outre les impôts différés actif affectés en actif non courant, les autres actifs financiers non-courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Prêts et créances à taux variable ; une réestimation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat (voir détail en 3.2.4).

## 2.8. ACTIF COURANT

### 2.8.1. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (FIFO ou PMP selon activité) ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les provisions pour dépréciation nécessaires sont comptabilisées.

### 2.8.2. Programmes et droits de diffusion (TF1)

Afin de sécuriser les grilles de programmes pour les années futures, le groupe TF1 souscrit des contrats fermes, parfois pluriannuels, d'acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives en vertu desquels les contreparties s'engagent à fournir les programmes et droits correspondants.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stock dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe) ; concernant les droits et les programmes pour lesquels les deux critères ci-dessus ne sont pas réunis, (œuvres non livrées, droits sportifs dont le droit de diffusion n'est ouvert que le jour de la réalisation de l'évènement,...), le Groupe considère qu'il ne contrôle pas l'actif car il ne dispose pas du droit et de la capacité de diffuser l'œuvre. Ces droits ne sont, en conséquence, pas inscrits au bilan ; les acomptes éventuels versés au titre de l'acquisition de ces droits sont enregistrés en acompte fournisseurs.

Programmes et droits de diffusion :

La rubrique « programmes et droits de diffusion » du bilan intègre :

- la production propre, constituée des émissions réalisées par les sociétés du groupe TF1 pour ses antennes,
- la production externe, constituée des droits de diffusion acquis par les chaînes du Groupe, et de la part coproducteur relative aux émissions réalisées pour le compte des chaînes du Groupe.

- Les programmes non diffusés dont les droits ont expiré font l'objet d'une « mise au rebut » comptabilisée dans le résultat opérationnel courant ; les provisions éventuellement constituées sont alors reprises.
- Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :
  - la production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production) ;
  - les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition, diminué à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice et dépréciations éventuelles.

Les programmes de TF1 SA (qui constituent la part prépondérante des stocks de programmes du Groupe) sont réputés consommés lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour une diffusion unique, ils sont consommés intégralement lors de cette diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour deux diffusions ou davantage, ils sont, sauf valorisation particulière dans les contrats d'acquisition, consommés de la manière suivante, selon type de programme :

<b>Type de programmes</b>			
	Fictions d'une durée au moins égale à 52 minutes	Films, téléfilms, séries, dessins animés	Autres programmes et droits de diffusion
1 <sup>ère</sup> diffusion	80%	50%	100%
2 <sup>ème</sup> diffusion	20%	50%	-

Les « Autres programmes et droits de diffusion » du tableau ci-dessus comprennent des programmes jeunesse (hors dessins animés), des variétés, du théâtre, des magazines / documentaires, de l'information, des sports et des fictions d'une durée unitaire inférieure à 52 minutes.

Un programme fait l'objet d'une dépréciation lorsqu'il est probable qu'il ne sera pas diffusé, ou si sa valeur contractuelle d'entrée en stock excède la valeur qui lui est attribuable en application des règles Groupe ci-dessus. La probabilité de diffusion s'apprécie en fonction des dernières grilles prévisionnelles de programmes validées par la Direction. De plus si ce droit fait l'objet d'une revente, l'éventuel écart défavorable entre sa valeur d'entrée en stock (ou le cas échéant le montant des acomptes versés) et le prix de vente obtenu ou estimé, est provisionné dès que la cession est probable.

### **2.8.3. Clients et comptes rattachés**

Les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage),
- les « Facturations à établir » correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

#### **2.8.4. Autres créances courantes**

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

### **2.9. INSTRUMENTS FINANCIERS**

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur leur compte de résultat, des variations de change et de taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

#### **2.9.1. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé**

##### **Exposition au risque de change**

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes, dans la mesure où l'activité à l'international (Bouygues Construction et Colas principalement) ne donne pas lieu à exportation. Selon possibilités, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. L'exposition au risque de change se résume à la marge sur les marchés, et aux études éventuelles réalisées en France. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles et plus généralement aux risques « pays ».

##### **Exposition au risque de taux**

La charge financière du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt. L'essentiel de son endettement est à taux fixe grâce à des emprunts obligataires à taux fixe et à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe.

La charge financière du Groupe ne serait que peu affectée par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

Enfin, les dettes financières à taux variable figurant au bilan sont, en moyenne sur l'exercice, inférieures à la trésorerie disponible placée également à taux variable.

#### **2.9.2. Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture**

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à termes de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; swaps de taux d'intérêt, future rate agreements, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

### 2.9.3. Règles de couverture

#### En matière de risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire ; si le sous-jacent de la couverture disparaît (prestation non réalisée, commande annulée...) l'opération de couverture est immédiatement dénouée.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée, et, le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées.

Les produits dérivés de change ne sont utilisés qu'aux seules fins de couverture.

#### En matière de risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent. L'objectif est de sécuriser le résultat financier futur en fixant le coût de leur dette par des swaps, des future rate agreements ou en le limitant par des caps, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensées.

### 2.9.4. Méthodes de comptabilisation

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Le Groupe procède alors suivant le cas, à deux types de comptabilisation :

- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat,
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace.

## 2.10. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucune charge ou produit résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, il est constaté un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe sur celles-ci.

#### Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les écarts de change intervenus depuis le 01/01/2004, date de remise à zéro de la réserve par virement à la rubrique « Report à nouveau ».

## Information sur la gestion du capital

L'objectif de la Direction Générale de Bouygues est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net / capitaux propres raisonnable,
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Ce niveau peut toutefois varier sur une période limitée, en particulier si un investissement présentant un intérêt stratégique fort pour le Groupe se présentait.

A cette fin, le plan d'affaires constitue un des outils de pilotage du Groupe permettant à la société mère d'appréhender la situation de chacun des métiers comme de l'ensemble du Groupe, et son incidence sur les capitaux propres consolidés.

Dans la ligne des principes énoncés ci-dessus, le Groupe laisse une certaine autonomie aux filiales des métiers et à leur société mère pour gérer leurs capitaux propres en fonction de leurs objectifs et besoins, dans la mesure où les activités variées des métiers nécessitent des niveaux de capitaux propres qui peuvent être différents.

Par endettement net, le Groupe entend l'ensemble des dettes financières, y compris instruments financiers passifs liés aux dettes et placements financiers, minoré de la trésorerie et équivalents de trésorerie, et des instruments financiers liés.

### 2.11. PASSIF NON COURANT

#### 2.11.1. Dettes financières non courantes (part à plus d'un an)

A l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif selon la méthode du TIE.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

#### 2.11.2. Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation.

En général ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises (cf. provisions courantes).

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée,
- les provisions relatives aux risques fiscaux, amendes du Conseil de la concurrence,
- les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe, notamment à l'étranger, tels que repli définitif des chantiers, risques et charges divers,
- Provisions pour frais de remise en état des sites, et coûts de démantèlement (carrières...).

Les coûts encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement, font l'objet d'une provision.

- Avantages du personnel :
  - Les provisions pour médailles du travail.
  - Les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ». L'évaluation sur la base conventionnelle à chaque métier tient compte :

- ✓ du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel,
  - ✓ du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par métier, tranches d'âge et catégories,
  - ✓ des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
  - ✓ d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
  - ✓ d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
  - ✓ d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie.
- Les provisions pour pensions à verser (selon pays et modalités applicatives).

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès d'organismes externes : caisses de retraite publiques ou privées, et compagnies d'assurance (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois, (dans le groupe Colas notamment), quelques régimes à prestations définies (Royaume Uni, Irlande, Canada) ; ces régimes (fonds de pensions) ne concernent qu'un nombre limité de salariés, puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds n'accueilleraient plus de nouveaux cotisants du Groupe ; à fin d'exercice, la juste valeur des actifs de couverture de ces régimes de pensions n'a pas entraîné de dépréciation significative dans les comptes du Groupe.

- Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflète la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles ; le taux d'actualisation est déterminé par rapport au taux de marché attendu à la date de clôture, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations.

Le Groupe affecte en capitaux propres consolidés, la variation des droits résultant des évolutions sur hypothèses actuarielles au titre des indemnités de fin de carrière et des pensions à verser.

Au 31/12/2009, les hypothèses actuarielles utilisées pour apprécier la valeur actualisée de l'obligation au titre des provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail, ont fait l'objet d'une mise à jour, notamment le taux d'actualisation de l'engagement, déterminé par référence au taux de marché à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de 1<sup>ère</sup> catégorie. L'incidence des changements d'hypothèses évaluées à la clôture de l'exercice 2009, a été affectée aux capitaux propres consolidés, en conformité avec la méthode comptable utilisée par le Groupe (IAS 19 révisée).

## **2.12. PASSIF COURANT**

### **2.12.1 Avances et acomptes reçus sur commandes**

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

### **2.12.2. Provisions courantes**

- Provisions liées au cycle normal d'exploitation des métiers. Elles comprennent pour l'essentiel :
  - ✓ Provisions pour risques chantiers travaux, SEP....,
  - ✓ Provisions pour restructuration,
- Provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats :  
Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte notamment les réclamations acceptées par le client ; elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

### **2.12.3. Fournisseurs et autres créiteurs courants**

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

## **2.13. COMPTE DE RESULTAT**

Comme le permet la norme IAS 1 : « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué la recommandation du CNC (devenu ANC) n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009 pour la présentation du compte de résultat ; le compte de résultat par destination est présenté en annexe : note 16.

### **2.13.1. Définition des produits de l'activité**

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable,
- le montant des revenus peut être mesuré de manière fiable,
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

## **Bouygues Telecom :**

- Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.
- Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de service et de ventes de terminaux et accessoires.
- Prestations de services :

La facturation des forfaits et des services commerciaux (Mobile et Fixe) est établie terme à échoir, soit avec un mois d'avance et est constatée en chiffre d'affaires *prorata temporis*.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au roaming et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation.

Le chiffre d'affaires généré par les cartes prépayées est enregistré lors de la vente des cartes aux distributeurs et différé jusqu'à l'activation des cartes, puis corrigé des réserves non utilisées.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+, numéros spéciaux et i-mode, ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice ; seule la marge représentant les peines et soins figure en chiffre d'affaires.

- Ventes de terminaux et accessoires :

Les ventes de terminaux et de cartes SIM sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs, et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation de la ligne du client.

- Rémunération des distributeurs :

L'ensemble des rémunérations des distributeurs est comptabilisé en charges.

- Programme de fidélisation clients « Grand public » :

Le client Grand Public cumule un certain nombre de points au fur et à mesure de sa facturation ; le client pourra, par la suite, utiliser les points ainsi acquis pour obtenir le renouvellement de son terminal téléphonique à condition de se réengager pour une durée minimale de 12 mois.

En vertu de l'interprétation IFRIC 13, la société a procédé à l'évaluation de la juste valeur des points de fidélité attribués dans le cadre du programme de fidélisation à destination des clients « Grand Public » et n'a différé aucun chiffre d'affaires à ce titre.

## 2.13.2. Comptabilisation des contrats à long terme

### Activités de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traitée selon la méthode dite à « l'avancement » :

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client.

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions courantes ». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

### Activité immobilière

- Comptabilisation des opérations immobilières :

Le chiffre d'affaires et le résultat sont appréhendés selon la méthode de l'avancement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Permis de construire purgé de tous recours ;
- Vente notariée, ou contrat de promotion, signé(e) avec le client ;
- Marché travaux signé avec l'entrepreneur (ordre de service donnée).

Le taux d'avancement est déterminé sur la base des coûts travaux comptabilisés par rapport aux coûts prévisionnels de l'opération.

Des charges à payer pour finition de programmes immobiliers sont prises en compte, sur ce type de transactions, en fonction de leur stade d'avancement ; les dépenses résiduelles des opérations livrées figurent également en « Dettes fournisseurs et comptes rattachés ».

Les coûts de structure, (y compris la force de vente et l'ensemble des charges de publicité), sont traités en charge de période.

Norme IAS 23 « Coûts d'emprunts » :

La norme IAS 23 révisée a été adoptée au sein de l'Union Européenne par le règlement CE n° 1260/2008 du 10 décembre 2008.

Cette norme, applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, impose désormais l'incorporation des coûts d'emprunts directement attribuables à la construction ou à la production d'un actif éligible. En conséquence, la quote-part de l'endettement financier net affectable au stock moyen des opérations en cours de construction sur la période fait l'objet d'une activation en stock. Les dispositions transitoires stipulent que seuls les coûts d'emprunts relatifs à des projets pour lesquels la date de début d'incorporation des coûts est postérieure à la date d'adoption de la norme doivent faire l'objet du nouveau traitement.

L'incorporation est valorisée sur la base du stock moyen consolidé du trimestre précédent. Au 31 décembre 2009, l'incidence de cette norme s'avère négligeable. L'endettement financier net consolidé ainsi que le stock moyen des opérations lancées en travaux depuis le début de l'année se révèlent non significatifs au regard de l'application de cette norme.

## 2.13.3. Résultats sur opérations faites en commun

Ces résultats sont présentés en rubrique : Autres Produits et Charges d'exploitation ; ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant de sociétés non consolidées, liés à l'exploitation des postes de fabrication de produits routiers ou asphaltiques ; ils font partie intégrante du résultat opérationnel courant.

#### 2.13.4. Paiement en actions

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou à des salariés du Groupe, sont comptabilisées dans les états financiers selon modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées (correspondant à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues) est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette charge de personnel est évaluée à la date d'attribution des options à partir du modèle de Black & Scholes. Elle fait l'objet d'un étalement sur la durée d'acquisition des droits. Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 font l'objet de ce retraitement et ce, conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2.

#### 2.13.5. Contribution Economique Territoriale (CET)

Cette nouvelle taxe, votée par la loi de finances pour 2010, doit se substituer à la taxe professionnelle (TP) pour les exercices fiscaux ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le Groupe considère que la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), égale à 1,5% de la valeur ajoutée produite, présente les mêmes caractéristiques que le calcul de la cotisation minimum TP, également plafonnée sur cette base (valeur ajoutée). Cette dernière, sera comptabilisée au compte de résultat selon affectation comptable identique à l'ancienne TP ; de ce fait aucun impôt différé passif n'a été constaté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2009. (cf. communiqué du Conseil National de la Comptabilité devenu Autorité des Normes Comptables en date du 14 janvier 2010).

### 2.14. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation du CNC (devenu ANC) n° 2009-R-03 du 02/07/2009 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence de trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

- Capacité d'autofinancement :

Elle se définit comme suit :

Résultat net consolidé avant : dotations nettes aux amortissements et provisions / résultat sur cessions d'actifs / coût de l'endettement financier net (CEFN), et charge d'impôts de l'exercice (le CEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

### 2.15. INDICATEURS FINANCIERS

Définition des principaux indicateurs financiers :

#### 2.15.1. EBITDA

Résultat opérationnel corrigé des dotations nettes aux amortissements / provisions, et dépréciations. (après reprises sur provisions / dépréciations utilisées ou non).

### 2.15.2. Cash flow libre

Il est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier et charge nette d'impôt de l'exercice) diminuée des investissements nets d'exploitation de l'exercice.

### 2.15.3. Endettement financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

### 2.16. ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

Le groupe présente l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ; il fait apparaître un résultat net comparatif incluant les charges et produits concernés.

### 2.17. COMPARABILITE DES ETATS FINANCIERS

Les variations de périmètre de l'exercice, n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers présentés pour l'exercice 2009, et ne font pas obstacle à la comparaison avec l'exercice précédent.

## EXERCICE 2008 : DECONSOLIDATION DE FINAGESTION

(Application de la norme IFRS 5)

→ IMPACTS SUR LES COMPTES 2008 (IG → Me)

---

### Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)

	<b>IMPACT S/EXERCICE 2008</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>(280)</b>
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>(34)</b>
• Coût de l'endettement financier net	2
• Charge d'impôt	12
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(20)</b>

---

### AFFECTATION DU RESULTAT NET DE L'EXERCICE SUR RUBRIQUE :

	<b>20</b>
• Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession (IFRS 5)	

---

## Tableau consolidé des flux de trésorerie (impacts Finagestion 2008)

(en millions d'euros)

	<b>EXERCICE 2008</b>
<b>FLUX NETS LIES A L'ACTIVITE</b>	
• Capacité d'autofinancement	(73)
• Autres flux sur le besoin en fonds de roulement liés à l'activité	7
<b>A – TRESORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITE</b>	<b>(66)</b>
<b>FLUX NETS LIES AUX INVESTISSEMENTS</b>	
• Investissements nets d'exploitation	48
• Investissements nets financiers	2
<b>B – TRESORERIE AFFECTEE AUX INVESTISSEMENTS</b>	<b>50</b>
<b>FLUX NETS RESULTANT DU FINANCEMENT</b>	
• Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	5
• Autres flux liés au financement	(3)
<b>C – TRESORERIE RESULTANT DU FINANCEMENT</b>	<b>2</b>
<b>IMPACT SUR VARIATION DE TRESORERIE 2008</b>	<b>(14)</b>

**3.1. Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice (exploitation et financier)**

	2009	2008 (a)
Immobilisations corporelles	1219	1 635
Immobilisations incorporelles	146	198
<b>Investissements opérationnels</b>	<b>1365</b>	<b>1833</b>
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	62	354
<b>Investissements consolidés</b>	<b>1427</b>	<b>2187</b>
Cessions d'actifs non courants	(904)	(241)
<b>Investissements nets</b>	<b>523<sup>(b)</sup></b>	<b>1946</b>

(a) hors FINAGESTION

(b) - dont investissements nets : Bouygues Telecom = 684, Colas = 370  
- dont cession participation Canal+ France = (744)

L'actif non courant détaillé par métier figure en note 16 : "Information sectorielle"

## 3.2.1. Immobilisations corporelles

Brut	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
<b>01/01/2008</b>	<b>1 776</b>	<b>8 757</b>	<b>2 049</b>	<b>347</b>	<b>12 929</b>
<b>Flux 2008</b>					
Écarts de conversion	(16)	(50)	(11)		(77)
Changements de périmètre	55	55	17	1	128
Investissements de l'exercice	82	958	280	363	1 683
Cessions, virements et divers	28	(186)	(110)	(262)	(530)
<b>31/12/2008</b>	<b>1 925</b>	<b>9 534</b>	<b>2 225</b>	<b>449</b>	<b>14 133</b>
dont locations financement	27	117	103		247
<b>Flux 2009</b>					
Écarts de conversion	8	25	6		39
Changements de périmètre	(133)	(197)	(106)	(73)	(509)
Investissements de l'exercice	56	612	260	291	1 219 <sup>(a)</sup>
Cessions, virements et divers	4	(194)	(97)	(297)	(584)
<b>31/12/2009</b>	<b>1 860</b>	<b>9 780</b>	<b>2 288</b>	<b>370</b>	<b>14 298</b>
dont locations financement	24	107	92		223

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
<b>01/01/2008</b>	<b>(564)</b>	<b>(5 448)</b>	<b>(1 353)</b>		<b>(7 365)</b>
<b>Flux 2008</b>					
Écarts de conversion	2	21	6		29
Changements de périmètre	(8)	(17)	(6)		(31)
Dotations et reprises	(64)	(838)	(250)		(1 152)
Cessions, virements et divers	18	360	128		506
<b>31/12/2008</b>	<b>(616)</b>	<b>(5 922)</b>	<b>(1 475)</b>		<b>(8 013)</b>
dont locations financement	(10)	(63)	(85)		(158)
<b>Flux 2009</b>					
Écarts de conversion	(2)	(11)	(4)		(17)
Changements de périmètre	51	117	84		252
Dotations et reprises	(70)	(849)	(257)		(1 176)
Cessions, virements et divers	16	447	120		583
<b>31/12/2009</b>	<b>(621)</b>	<b>(6 218)</b>	<b>(1 532)</b>		<b>(8 371)</b>
dont locations financement	(9)	(65)	(81)		(155)

Net	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
<b>31/12/2008</b>	<b>1 309</b>	<b>3 612</b>	<b>750</b>	<b>449</b>	<b>6 120</b>
dont locations financement	17	54	18		89
<b>31/12/2009</b>	<b>1 239</b>	<b>3 562</b>	<b>756</b>	<b>370</b>	<b>5927<sup>(b)</sup></b>
dont locations financement	15	42	11		68

<sup>(a)</sup> dont Bouvques Telecom : investissement réseau pour +409

<sup>(b)</sup> dont subventions d'investissements affectées en réduction des immobilisations corporelles : (3)

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes ainsi que les investissements d'exploitation par métier et zone géographique sont détaillés en note 16 : "Information sectorielle".

## . Engagements d'exploitation avec contrepartie non encore comptabilisés :

	Échéances			Total 2009	Total 2008
	à moins d'un an	un à cinq ans	à plus de cinq ans		
<b>Colas : commandes en cours de matériels</b>	23	11	1	35	51
<b>Bouvques Telecom : Commandes en cours d'immobilisations (équipements de réseaux)</b>	178			178	257
<b>Total</b>	<b>201</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>213</b>	<b>308</b>

- Valeur nette en évolution de (108)

Brut	Frais de développement <sup>(a)</sup>	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>01/01/2008</b>	<b>185</b>	<b>1 030</b>	<b>1 338</b>	<b>2 553</b>
<b>Flux 2008</b>				
Écarts de conversion	0	0	(3)	(3)
Changements de périmètre	0	0	(1)	(1)
Investissements	18	134	47	199
Cessions, virements et divers	0	26	(21)	5
<b>31/12/2008</b>	<b>203</b>	<b>1 190</b>	<b>1 360</b>	<b>2 753</b>
<b>Flux 2009</b>				
Écarts de conversion	0	0	1	1
Changements de périmètre	0	(9)	(48)	(57)
Investissements	22	68	54	144
Cessions, virements et divers	(5)	(22)	(10)	(37)
<b>31/12/2009</b>	<b>220</b>	<b>1 227</b>	<b>1 357</b>	<b>2 804</b>

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Frais de développement <sup>(a)</sup>	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>01/01/2008</b>	<b>(122)</b>	<b>(351)</b>	<b>(1 007)</b>	<b>(1 480)</b>
<b>Flux 2008</b>				
Écarts de conversion	0	1	1	2
Changements de périmètre	0	1	1	2
Dotations et reprises	(26)	(80)	(84)	(190)
Cessions, virements et divers	0	4	5	9
<b>31/12/2008</b>	<b>(148)</b>	<b>(425)</b>	<b>(1 084)</b>	<b>(1 657)</b>
<b>Flux 2009</b>				
Écarts de conversion	0	0	0	0
Changements de périmètre	0	0	17	17
Dotations et reprises	(27)	(89)	(84)	(200)
Cessions, virements et divers	5	3	16	24
<b>31/12/2009</b>	<b>(170)</b>	<b>(511)</b>	<b>(1 135)</b>	<b>(1 816)</b>

- Détail de la valeur nette par nature :

Net	Frais de développement <sup>(a)</sup>	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>31/12/2008</b>	<b>55</b>	<b>765</b>	<b>276</b>	<b>1 096</b>
<b>31/12/2009</b>	<b>50</b>	<b>716 <sup>(b)</sup></b>	<b>222</b>	<b>988</b>

<sup>(a)</sup> - Frais de développement :

- les frais de développement sur logiciels sont généralement activés (Bouygues Télécom pour l'essentiel)
- les frais de développement ayant un caractère permanent et récurrent ne répondant pas aux conditions d'activation imposées par IAS 38 sont pris en charges (principalement COLAS)

<sup>(b)</sup> dont Bouygues Telecom / licence UMTS : 619 / net = 457 (modalités d'amortissement : voir note 2)

Evolution de la valeur nette au 31 décembre 2009 : (1) (entités intégrées uniquement / hors mises en équivalence ----> voir "Entités associées")

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<b>01/01/2008</b>	<b>5 160</b>	<b>(37)</b>	<b>5 123</b>
<b>Flux 2008</b>			
Changements de périmètre	65		65
Dotations		(6)	(6)
Autres mouvements (change et autres)	(25)		(25)
<b>31/12/2008</b>	<b>5 200</b>	<b>(43)</b>	<b>5 157</b>
<b>Flux 2009</b>			
Changements de périmètre	(19) <sup>(a)</sup>	9 <sup>(b)</sup>	(10)
Dotations		(2)	(2)
Autres mouvements (change et autres)	9	2	11
<b>31/12/2009</b>	<b>5 190</b>	<b>(34)</b>	<b>5 156</b>

<sup>(a)</sup> dont déconsolidation de Finagection : (9)

<sup>(b)</sup> dont déconsolidation de Finagection : 9

Les acquisitions 2009 prises individuellement sont non significatives (hors Alstom) et représentent globalement 19 M€.

#### Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

UGT	31/12/2009		31/12/2008	
	Total	% Bouygues ou filiales	Total	% Bouygues ou filiales
Bouygues Construction <sup>(a)</sup>	326	99,97	325	99,97
Colas <sup>(b)</sup>	1 086	96,62	1 089	96,78
TF1 <sup>(b)</sup>	1 091	43,02	1 090	43,02
Bouygues Telecom <sup>(b)</sup>	2 651	89,55	2 651	89,55
Autres activités	2		2	
<b>Total Bouygues</b>	<b>5 156</b>		<b>5 157</b>	

<sup>(a)</sup> goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

<sup>(b)</sup> goodwill sur filiales acquises par le métier + goodwill sur acquisitions réalisées au niveau Bouygues SA

#### Valeur comptable consolidée des actions cotées au 31/12/2009 (euros)

	Valeur comptable consolidée par action	Cours de clôture de l'action au 31/12/2009 <sup>(a)</sup>
TF1	12,83	12,89
Colas	95,09	174,49
Alstom	48,26	49,06

Les tests de dépréciation réalisés, selon méthodologie décrite en note 2 ne font pas apparaître de valeur recouvrable de l'UGT devenant inférieure à la valeur comptable des actifs testés.

<sup>(a)</sup> hors évaluation d'une prime de contrôle (TF1 / Colas)

Les actifs financiers non courants incluent :

- les entités associées (mises en équivalence) ;
- les autres actifs financiers non courants (prêts, créances, titres non consolidés ...).

	Valeur brute			Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés non courants
	Entités associées (a)	Autres actifs non courants Participations non consolidées	Autres actifs non courants				
<b>01/01/2008</b>	<b>4 413</b>	<b>272</b>	<b>1 126</b>	<b>5 811</b>	<b>(195)</b>	<b>5 616</b>	<b>225</b>
<b>Flux 2008</b>							
Changements de périmètre	92	2	9	<b>103</b>		<b>103</b>	
Investissements et autres augmentations	418	58	142	<b>618</b>		<b>618</b>	<b>12</b>
Dotations et reprises					(17)	<b>(17)</b>	
Cessions et réductions diverses	(82)	(26)	(51)	<b>(159)</b>		<b>(159)</b>	
Charges et produits affectés directement en capitaux propres	(85)	3	(21)	<b>(103)</b>		<b>(103)</b>	<b>14</b>
Virements de rubriques et autres	(9)	2	(8)	<b>(15)</b>	8	<b>(7)</b>	<b>(5)</b>
<b>31/12/2008</b>	<b>4 747</b>	<b>311</b>	<b>1 197</b>	<b>6 255</b>	<b>(204)</b>	<b>6 051</b>	<b>246</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(5)</b>	<b>(128)</b>	<b>(71)</b>	<b>(204)</b>			
<b>Valeur nette</b>	<b>4 742</b>	<b>183</b>	<b>1 126</b>	<b>6 051</b>			
<b>Flux 2009</b>							
Changements de périmètre	31	(33)	156	<b>154</b>	(9)	<b>145</b>	<b>(9)</b>
Investissements et autres augmentations	408	14	68	<b>490</b>		<b>490</b>	
Dotations et reprises					2	<b>2</b>	
Cessions et réductions diverses	(138)	(15)	(927)	<b>(1 080)</b>		<b>(1 080)</b>	
Charges et produits affectés directement en capitaux propres	(100) <sup>(b)</sup>	(2)	5	<b>(97)</b>		<b>(97)</b>	<b>(2)</b>
Virements de rubriques et autres	14	1	(168)	<b>(153)</b>	(2)	<b>(155)</b>	<b>38</b>
<b>31/12/2009</b>	<b>4 962</b>	<b>276</b>	<b>331</b>	<b>5 569</b>	<b>(213)</b>	<b>5 356</b>	<b>273</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(5)</b>	<b>(135)</b>	<b>(73)</b>	<b>(213)</b>			
<b>Valeur nette</b>	<b>4 957</b>	<b>141</b>	<b>258</b>	<b>5 356</b>			<b>273</b>

5 629

<sup>(a)</sup> y compris goodwill sur entités associées : 2 816

<sup>(b)</sup> concerne pour l'essentiel les écarts actuariels sur IFC d'Alstom  
dont variation réserve de conversion : (8)

Détail des composantes de la valorisation au 31/12/09	Quote-part s/ capitaux propres	Quote-part Résultat exercice	Goodwill sur entreprises associées	Valeur nette
<b>01/01/2008</b>	<b>1 422</b>	<b>257</b>	<b>2 714</b>	<b>4 393</b>
<b>Flux 2008</b>				
Ecarts de conversion	(5)			(5)
Investissements et augmentation de capital	103		90	193
Résultat de l'exercice		360		360
Dotations		(3)		(3)
Affectation du résultat n-1	257	(257)		
Cessions, virements et divers	(187)		(9)	(196)
<b>31/12/2008</b>	<b>1 590</b>	<b>357</b>	<b>2 795</b>	<b>4 742</b>
<b>Flux 2009</b>				
Ecarts de conversion	(9)			(9)
Investissements et augmentation de capital	25		21 <sup>(b)</sup>	46
Résultat de l'exercice		393		393
Dotations				
Affectation du résultat n-1	357	(357)		
Cessions, virements et divers	(215)			(215)
<b>31/12/2009</b>	<b>1 748</b>	<b>393</b>	<b>2 816</b>	<b>4957<sup>(a)</sup></b>

<sup>(a)</sup> dont : - Alstom = 4 054  
- Cofiroute (Colas) = 469  
(voir ci-après)

<sup>(b)</sup> dont : - Alstom = +14 (complément sur acquisitions 2009) : goodwill total : 2 463

Le groupe Bouygues détient des participations dans des entreprises associées dont la liste est fournie en note 24 (liste détaillée du périmètre au 31 décembre 2009).

#### Principales entités associées

	31/12/2008	Flux nets 2009	31/12/2009	Dont quote-part de résultats
<b>Alstom</b>	3 865	189	4 054	329 <sup>(a)</sup>
<b>BTP</b>				
Sociétés concessionnaires d'ouvrages	101	(24)	77	(8)
Filiales diverses	4		4	
<b>Routes</b>				
Cofiroute	448	21	469	52
Filiales diverses	51	6	57	2
<b>Média</b>	259	16	275	15
<b>Autres filiales</b>	14	7	21	3
<b>Total</b>	<b>4 742</b>	<b>215</b>	<b>4 957</b>	<b>393</b>

<sup>(a)</sup> contribution nette d'amortissement de survaleur 2009 pour (17)

Pour les 2 principales entités associées, les montants globalisés au titre des éléments d'actif et de passif, de produits et de charges sont donnés ci-après :

Montants exprimés à 100%	31/12/2009	
	Alstom <sup>(a)</sup>	Cofiroute
Actif non courant	8 557	5 934
Actif courant	15 357	498
<b>Total actif</b>	<b>23 914</b>	<b>6 432</b>
Capitaux propres	3 099	2 022
Passif non courant	2 572	3 720
Passif courant	18 243	690
<b>Total passif</b>	<b>23 914</b>	<b>6 432</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>9 683</b>	<b>1 284</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>828</b>	<b>593</b>
<b>Résultat net</b>	<b>572</b>	<b>312</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>562</b>	<b>312</b>

Montants exprimés à 100%	31/12/2008	
	Alstom <sup>(b)</sup>	Cofiroute
Actif non courant	8 625	5 808
Actif courant	15 619	594
<b>Total actif</b>	<b>24 244</b>	<b>6 402</b>
Capitaux propres	2 884	1 902
Passif non courant	2 092	3 696
Passif courant	19 268	804
<b>Total passif</b>	<b>24 244</b>	<b>6 402</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>18 739</b>	<b>1 350</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>1 536</b>	<b>580</b>
<b>Résultat net</b>	<b>1 118</b>	<b>324</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>1 109</b>	<b>324</b>

<sup>(a)</sup> états financiers du 1<sup>er</sup> semestre 2009 publiés au 30 septembre 2009 par Alstom (clôture annuelle au 31 mars 2009)

<sup>(b)</sup> états financiers au 31 mars 2009

- Participations non consolidées :	141
- Autres actifs financiers non courants :	258

## Principales participations non consolidées nettes au 31 décembre 2009

Participations	31/12/2009				31/12/2008				
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	% de détention	Total Actif	Total passif courant et non courant	Total chiffre d'affaires	Résultat net	Valeur nette
<b>Sociétés françaises</b>									
CERF (carrière Colas / France) <sup>(a)</sup>			0						34
Sofica valor	8		8	43,4%					3
Sylver	4		4	49,0%					4
Sociétés d'enrobés ou de liants (Colas) <sup>(b)</sup>	15	2	13						12
Filiales et participations françaises diverses	55	40	15						16
<b>Sous-total</b>	<b>82</b>	<b>42</b>	<b>40</b>						<b>69</b>
<b>Sociétés étrangères</b>									
IEC Investments (Hong-Kong)	49		49	15,0%	165	11	21	(51)	51
Socoprime (Côte d'Ivoire)	14		14	64,0%	22				13
A1- International (Pays-Bas)	13	13	0	50,0%					7
Bombela (Afrique du sud)	9		9	17,0%	339	328			9
CCIB (Roumanie)	6	6	0	22,0%					0
VSL corporation (États-Unis)	22	22	0	100,0%					0
Sociétés d'enrobés ou de liants (Colas) <sup>(b)</sup>	2	1	1						1
Filiales et participations étrangères diverses	79	51	28						33
<b>Sous-total</b>	<b>194</b>	<b>93</b>	<b>101</b>						<b>114</b>
<b>Total</b>	<b>276</b>	<b>135</b>	<b>141</b>						<b>183</b>

<sup>(a)</sup> Société acquise en fin d'exercice 2008 consolidée en 2009

<sup>(b)</sup> Les informations sur les "Enrobés asphaltiques de Colas" et les "filiales et participations diverses françaises et étrangères" ne sont pas détaillées : elles regroupent un grand nombre de sociétés (non significatives au plan individuel).

Ces actifs incluent les principales natures ci-après :

- créances rattachées à des participations	54	
- prêts et créances immobilisés	47	
- autres immobilisations financières :	157	
- dépôts et cautionnements		134
- autres titres immobilisés		23 <sup>(a)</sup>

<sup>(a)</sup> principales valeurs figurant en "Autres titres immobilisés" :

- fonds communs de placement	14	
- montants divers inférieurs unitairement à 2 millions d'euros	9	
	<hr/>	23

	Evaluation à la juste valeur				Total
	Actifs financiers disponibles à la vente	Autres actifs financiers évalués à la juste valeur	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	
	(a)	(b)	(c)	(c)	
<b>31/12/2008</b>	<b>146</b>	<b>712</b>	<b>249</b>	<b>202</b>	<b>1 309</b>
<b>Flux 2009</b>	<b>(4)</b>	<b>(708)</b> <sup>(d)</sup>	<b>(175)</b> <sup>(e)</sup>	<b>(23)</b>	<b>(910)</b>
<b>31/12/2009</b>	<b>142</b>	<b>4</b>	<b>74</b>	<b>179</b>	<b>399</b>
Échéance à moins d'1 an	4		15	6	25
Échéance entre 1 et 5 ans	18		34	26	78
Échéance supérieure à 5 ans	120	4	25	147	296

(a) impact de réestimation affecté en capitaux propres

(b) l'incidence de variation de la juste valeur est affectée au compte de résultat

(c) comptabilisation au coût amorti

(d) dont cession participation Canal+ France : (705)

(e) dont reclassement en actif courant de la créance Alstom Hydro Holding : (168)

### Participations dans les coentreprises

Le groupe Bouygues détient plusieurs participations dans des coentreprises dont la liste est fournie en note 24 (liste détaillée du périmètre au 31 décembre 2009).

Montants cumulés inclus à l'actif / passif et au compte de résultat :

Quote-part Bouygues dans les coentreprises	31/12/2009	31/12/2008
Actif non courant	147	144
Actif courant	712	825
<b>Total actif</b>	<b>859</b>	<b>969</b>
Capitaux propres	(62)	63
Passif non courant	158	121
Passif courant	763	785
<b>Total passif</b>	<b>859</b>	<b>969</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 230</b>	<b>1 638</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(48)</b>	<b>29</b>
<b>Résultat net</b>	<b>(50)</b>	<b>34</b>

### 3.2.5. Actifs d'impôts non courants

273

Voir détail en note 7

## 4.1. Stocks

2 680

Stocks	31/12/2009 <sup>(a)</sup>			31/12/2008 <sup>(a)</sup>		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks de promotion immobilière	1 483	(117)	1 366	1 777	(91)	1 686
Stocks de matières premières et produits finis	757	(32)	725	835	(40)	795
Programmes et droits de diffusion (TF1)	746	(157)	589	722	(180)	542
<b>Total</b>	<b>2 986</b>	<b>(306)</b>	<b>2 680</b>	<b>3 334</b>	<b>(311)</b>	<b>3 023</b>

<sup>(a)</sup> dont :	Dotations	(130)	(157)
	Reprises	133	108

Engagements d'exploitation avec contrepartie non encore comptabilisés :

· TF1 : Grilles de programmes des années futures.

L'échéancier des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de droits de retransmissions sportives est le suivant :

	Échéances			Total 2009	Total 2008
	à moins d'un an	un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Programmes et droits de télédiffusion <sup>(a)</sup>	534	823	167	1 524	1 382
Droits de retransmissions sportives	188	339		527	693
<b>Total</b>	<b>722</b>	<b>1 162</b>	<b>167</b>	<b>2 051</b>	<b>2 075</b>

<sup>(a)</sup> 2009 : une partie de ces contrats est libellée en devises : 17,9 millions d'euros en CHF, 14,9 millions d'euros en GBP et 230,4 millions d'euros en USD.

· Bouygues Immobilier :

	Échéances			Total 2009	Total 2008
	à moins d'un an	un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Engagements d'exploitation réciproques, hors bilan, portant sur les acquisitions d'assiettes foncières	170	21		191	311

· Bouygues Telecom :

	Échéances			Total 2009	Total 2008
	à moins d'un an	un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Sécurisation des approvisionnements de terminaux	219			219	84

	31/12/2009			31/12/2008		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	421	(21)	400	433	(4)	429

## 4.3. Clients / actif d'impôts / autres créances

8 220

	31/12/2009			31/12/2008		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
<b>Créances clients et comptes rattachés (clients, factures à établir)</b>	6 509	(377)	6 132	7 456	(359)	7 097
<b>Actifs d'impôts courants (créances fiscales)</b>	73	(2)	71	102	(3)	99
<b>Autres créances et comptes de régularisation :</b>						
- Autres créances opérationnelles (personnel, organismes sociaux, Etat et autres créances)	1 426	(60)	1 366	1 664	(48)	1 616
- Créances diverses	536	(83)	453	494	(86)	408
- Paiements d'avance	198		198	223		223
<b>Sous-total</b>	<b>2 160</b>	<b>(143)</b>	<b>2 017</b>	<b>2 381</b>	<b>(134)</b>	<b>2 247</b>
<b>Total</b>	<b>8 742</b>	<b>(522)</b>	<b>8 220</b>	<b>9 939</b>	<b>(496)</b>	<b>9 443</b>

Répartition des créances clients nettes entre encours non échus et encours échus (échancier de paiement)  
31/12/2009 et 31/12/2008

	Encours non échus		Encours échus		Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Créances clients et comptes rattachés	4 513	1 335	283	378	6 509
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(34)	(67)	(47)	(229)	(377)
<b>Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2009</b>	<b>4 479</b>	<b>1 268</b>	<b>236</b>	<b>149</b>	<b>6 132</b>
<b>Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2008</b>	<b>4 978</b>	<b>1 763</b>	<b>219</b>	<b>137</b>	<b>7 097</b>

L'analyse des créances échues de plus de 12 mois non dépréciées n'a pas révélé de risque de crédit complémentaire :  
TVA récupérable / compensation avec dettes fournisseurs ...

Trésorerie et équivalents de trésorerie active	31/12/2009			31/12/2008		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Disponibilités	1 690		1 690	792		792
Équivalents de trésorerie	3 030	(7)	3 023 <sup>(a)</sup>	3 054	(6)	3 048
<b>Total</b>	<b>4 720</b>	<b>(7)</b>	<b>4 713</b>	<b>3 846</b>	<b>(6)</b>	<b>3 840</b>

- <sup>(a)</sup> - Les équivalents de trésorerie sont détenus pour 2888 par Bouygues SA
- Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.
  - Les disponibilités et équivalents de trésorerie peuvent être facilement convertis en numéraire.
  - Elles sont valorisées à leur juste valeur.

L'intégralité des placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie est disponible à fin 2009.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants au 31 décembre 2009 :

	31/12/2009	31/12/2008
<b>Actif</b>		
Liquidités	1 690	792
Placements	3 023	3 048
<b>Sous-total trésorerie active</b>	<b>4 713</b>	<b>3 840</b>
<b>Passif</b>		
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(258)	(393)
<b>Sous-total trésorerie passive</b>	<b>(258)</b>	<b>(393)</b>
<b>Total</b>	<b>4 455</b>	<b>3 447</b>

Répartition trésorerie et équivalents de trésorerie par devise au 31/12/2009	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Autres	Total
Disponibilités	965	92	36	22	99	476	1 690
Valeurs mobilières de placement	3 012		1			10	3 023
Instruments financiers							
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(137)			(73)		(48)	(258)
<b>Total 31/12/2009</b>	<b>3 840</b>	<b>92</b>	<b>37</b>	<b>(51)</b>	<b>99</b>	<b>438</b>	<b>4 455</b>
<b>Total 31/12/2008</b>	<b>3 189</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>(36)</b>	<b>13</b>	<b>192</b>	<b>3 447</b>

#### 4.5. Analyse des amortissements et dépréciations d'actif, provisions au passif et au compte de résultat

	Dotations et reprises opérationnelles						31/12/2009
	01/01/2009	Change	Amortissements	Dépréciations et provisions	Reprises non utilisées	Autres flux <sup>(a)</sup>	
Amortissements, dépréciations sur immobilisations corporelles, incorporelles	(9 671)	(18)	(1 361)			862	(10 188)
Dépréciations goodwill	(42)			(1)		9	(34)
Dépréciations des participations non consolidées	(128)					(7)	(135)
Dépréciations autres actifs financiers non courant	(76)					(1)	(77)
Dépréciations stocks	(311)			(6)	10	1	(306)
Dépréciations créances clients et comptes rattachés	(359)	1		(108)	40	49	(377)
Dépréciations valeurs mobilières de placement	(6)					(1)	(7)
Dépréciations autres actifs courants	(141)			(32)	2	4	(167)
<b>Total Actif</b>	<b>(10 734)</b>	<b>(17)</b>	<b>(1 361)</b>	<b>(147)</b>	<b>52</b>	<b>916</b>	<b>(11 291)</b>
Provisions courantes et non courantes	(2 310)	(11)		(510)	205	68	(2 558)
<b>Total Passif</b>	<b>(2 310)</b>	<b>(11)</b>		<b>(510)</b>	<b>205</b>	<b>68</b>	<b>(2 558)</b>

<sup>(a)</sup> reprises sur cessions, changement de périmètre, dotations nettes financières

#### 4.6 Autres actifs financiers courants

222

	31/12/2009	31/12/2008
Instruments financiers de couverture des dettes financières	21	24
Autres actifs financiers (créances financières à -1 an / instruments financiers s/ BFR...)	201 <sup>(a)</sup>	59
<b>Total</b>	<b>222</b>	<b>83</b>

<sup>(a)</sup> dont Alstom Hydro holding : 175

- En octobre 2006, Bouygues a acquis auprès d'Alstom 50% de la société Alstom Hydro Holding (activité hydroélectrique d'Alstom) pour un montant de 150 millions d'euros. Aux termes des accords signés avec Alstom à cette date, Bouygues disposait de la faculté de revendre ses titres en novembre 2009 :
  - . au prix de 175 millions d'euros,
  - . en échange de 4,4 millions d'actions Alstom ou leur contre-valeur en euros.

- C'est l'option d'échange en titres Alstom qui a été retenue en novembre 2009 ; en raison des autorisations attendues des autorités de la concurrence de certains pays, cette opération sera finalisée en 2010. (voir chapitre 1.1).

- A fin 2009, Alstom détient le contrôle exclusif de la société Alstom Hydro Holding ; cette participation n'est pas consolidée dans le groupe Bouygues. Elle est comptabilisée en actif financier courant pour 175 millions d'euros au 31 décembre 2009.

L'effet de désactualisation de la créance est pris en compte en "Autres produits financiers" pour 7 M€ au 31 décembre 2009.

En raison de la stratégie industrielle à long terme qui prévaut dans les relations entre Bouygues et Alstom, le Groupe continue en 2009 de ne pas comptabiliser comme un instrument financier, le droit d'échanger sa créance contre des titres Alstom.

Au 31/12/2009, la volatilité induite par une comptabilisation de ce type aurait eu un impact net global estimé à 24 M€, soit une variation de juste valeur cumulée de +41 M€ depuis 2006 (hors incidences fiscales).

En raison de la date d'échéance de ce droit d'échange en 2009, cet actif financier a été reclassé en "Autres actifs financiers courants".

## NOTE 5 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

### 5.1. Capital de Bouygues SA (en euros)

354 267 911 €

Au 31 décembre 2009, le capital social de Bouygues SA est constitué de 354 267 911 actions de un euro, dont l'évolution sur l'année 2009 a été la suivante :

	Variations 2009			Au 31/12/2009
	Au 01/01/2009	Réduction	Augmentation	
Actions	342 818 079	(1 068 181)	12 518 013	354 267 911
<b>Nombre de titres</b>	<b>342 818 079</b>	<b>(1 068 181)</b>	<b>12 518 013</b>	<b>354 267 911</b>
Nominal	1 €			1 €
<b>Capital en euros</b>	<b>342 818 079</b>	<b>(1 068 181)</b>	<b>12 518 013</b>	<b>354 267 911</b>

### 5.2. Part Groupe et intérêts minoritaires : détail par nature au 31/12/2009

	Capital	Prime d'émission	Réserves liées au capital	Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total 31/12/2009
<b>Part Groupe</b>	354	2 069	806	1 017	4 485	(195)	8 536
<b>Intérêts minoritaires</b>					1 194	(4)	1 190
<b>Capitaux propres d'ensemble</b>	<b>354</b>	<b>2 069</b>	<b>806</b>	<b>1 017</b>	<b>5 679</b>	<b>(199)<sup>(a)</sup></b>	<b>9 726</b>

<sup>(a)</sup> Solde cumulé à fin 2009 des opérations affectées en capitaux propres

### 5.3. Analyse de la rubrique des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres (variation en part Groupe)

	Renvoi	Exercice 2009 (part Groupe)	Exercice 2008 (part Groupe)
Réserve de conversion	1	6	(22)
Réserve de variations de juste valeur (instruments financiers)	2	(16)	(49)
Réserve des écarts actuariels	3	38	(43)
Impôts sur les opérations en capitaux propres		25	18
Quote part des retraitements des mises en équivalence		(100)	(85)
Autres (variations de l'exercice)			
<b>Sous-total</b>		<b>(47)</b>	<b>(181)</b>

<sup>(a)</sup>

<sup>(a)</sup> les produits et charges sur entités associées ont été reclassés sur la ligne quote part des retraitements des mises en équivalence.

	(intérêts minoritaires)	(intérêts minoritaires)
Autres produits et charges sur intérêts minoritaires	2	(4)
<b>Total</b>	<b>(45)</b>	<b>(185)</b>

Ces produits et charges, ainsi affectés, figurent sur l'état "produits et charges comptabilisés", présenté après le compte de résultat consolidé.

#### 5.3.1. - Réserve de conversion

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2009 déterminés sur les états financiers consolidés des sociétés étrangères exprimés en :

	31/12/2008	Flux 2009	31/12/2009
US dollar	(22)	(12)	(34)
Dollar canadien	(16)	23	7
Livre sterling	(18)	5	(13)
Rand	3	(20)	(17)
Divers	(1)	2	1
<b>Total</b>	<b>(54)</b>	<b>(2)</b>	<b>(56)<sup>(a)</sup></b>

<sup>(a)</sup> Y compris variation de change cumulée des entités associées : (11)

### 5.3.2. - Réserve de juste valeur (part Groupe)

Réserve incluant les variations sur appréciation des instruments financiers et autres actifs financiers (juste valeur sur instruments financiers de couverture et titres disponibles à la vente)

	31/12/2008	Flux 2009	31/12/2009
Variation brute (sociétés intégrées)	49	(17)	32

. Principalement : instruments financiers de couverture sur taux de change et ajustement à la juste valeur des instruments financiers.

### 5.3.3. - Réserve d'écarts actuariels sur avantages du personnel (IAS19) (part Groupe)

	31/12/2008	Flux 2009	31/12/2009
Variation brute (sociétés intégrées)	(37)	38 <sup>(a)</sup>	1

<sup>(a)</sup> variation principalement liée à la mise à jour des paramètres de calcul, notamment le taux d'actualisation de l'engagement en provision IFC

## 5.4. Analyse de la rubrique autres opérations avec les actionnaires

### Paiements fondés sur des actions (IFRS 2) : impacts sur capitaux propres consolidés

	2009	2008	(contrepartie de la charge affectée au compte de résultat)
<b>Stocks-options : TF1 et Bouygues SA</b>			
Affectation aux réserves :			
- TF1	1		
- Bouygues SA	25	21	Selon plans octroyés depuis mars 2004
<b>Charge Groupe</b>	<b>26</b>	<b>21</b>	
<b>Opération d'actionariat salarié 2009</b>			
- opération Bouygues Partage 2	8		Coût de l'avantage octroyé aux salariés
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>21</b>	

## NOTE 6 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

### 6.1. Provisions non courantes = 1 727

	Avantages au personnel à long terme (a)	Litiges, contentieux, réclamations travaux (b)	Garanties données (c)	Autres provisions non courantes (d)	Total
<b>01/01/2008</b>	<b>425</b>	<b>295</b>	<b>296</b>	<b>477</b>	<b>1 493</b>
<b>Flux 2008</b>					
Écarts de conversion	(4)	(1)	(4)		(9)
Changements de périmètre	2	2	1	1	6
Dotations	51	106	104	118	379
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(23)	(70)	(80)	(95)	(268) <sup>(e)</sup>
Gains et pertes actuariels	44				44
Virements de rubriques et divers	(2)		2	37	37
<b>31/12/2008</b>	<b>493</b>	<b>332</b>	<b>319</b>	<b>538</b>	<b>1 682</b>
<b>Flux 2009</b>					
Écarts de conversion	2		2		4
Changements de périmètre	(17)	(1)	1	(54)	(71)
Dotations	41	118	127	136	422
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(25)	(108)	(83)	(86)	(302) <sup>(f)</sup>
Gains et pertes actuariels	(39)				(39)
Virements de rubriques et divers		2	2	27	31
<b>31/12/2009</b>	<b>455</b>	<b>343</b>	<b>368</b>	<b>561</b>	<b>1 727</b>

Les provisions sont valorisées en fonction de la meilleure estimation du risque par le management, y compris celles affectées aux divers contrôles fiscaux du groupe.

			<b>Dont principaux métiers concernés :</b>	
<b>(a) Avantages au personnel à long terme</b>		<b>455</b>		
Indemnités de fin de carrière (IFC)	311		- Bouygues Construction	124
Médailles du travail	104		- Colas	248
Autres avantages au personnel long terme	40		- TF1	30
			- Bouygues Telecom	32
<b>(b) Litiges et contentieux</b>		<b>343</b>		
Provisions sur litiges clients	186		- Bouygues Construction	173
Réclamations sous-traitants	34		- Bouygues Immobilier	34
Autres litiges personnel et divers	123		- Colas	118
<b>(c) Garanties données</b>		<b>368</b>		
Provisions pour garanties données	256		- Bouygues Construction	255
Provisions garanties complémentaires bâtiment / génie civil / travaux publics	112		- Bouygues Immobilier	24
			- Colas	89
<b>(d) Autres provisions non courantes</b>		<b>561</b>		
Risques liés aux contrôles administratifs divers	136		- Bouygues Construction	186
Provisions risques divers étranger	111		- Colas	208
Provisions filiales et participations	24		- Bouygues Telecom	124
Autres provisions non courantes	290			

<sup>(e)</sup> Dont reprises de provisions non utilisées : (110)

<sup>(f)</sup> Dont reprises de provisions non utilisées : (101)

## 6.2. Provisions courantes = 831

Provisions liées au cycle d'exploitation (voir note 2) :

	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers	Provisions pour pertes à terminaison chantiers	Autres provisions courantes	Total
<b>01/01/2008</b>	<b>50</b>	<b>181</b>	<b>131</b>	<b>235</b>	<b>597</b>
<b>Flux 2008</b>					
Écarts de conversion	(1)		(3)		(4)
Changements de périmètre	1	1	(1)		1
Dotations	33	70	114	122	339
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(31)	(73)	(97)	(95)	(296) <sup>(d)</sup>
Virements de rubriques	3	(2)		(10)	(9)
<b>31/12/2008</b>	<b>55</b>	<b>177</b>	<b>144</b>	<b>252</b>	<b>628</b>
<b>Flux 2009</b>					
Écarts de conversion			6	1	7
Changements de périmètre	(1)	(3)		(2)	(6)
Dotations	34	153	168	134	489
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(26)	(82)	(84)	(135)	(327) <sup>(e)</sup>
Virements de rubriques	(3)	8		35	40
<b>31/12/2009</b>	<b>59</b>	<b>253<sup>(a)</sup></b>	<b>234<sup>(c)</sup></b>	<b>285<sup>(b)</sup></b>	<b>831</b>

<sup>(a)</sup> dont :

- provisions risques s/ chantiers terminés :
- provisions pour règlement définitif des chantiers :

**Dont activités concernées :**  
 102 Bouygues Construction et Colas  
 151 pour l'essentiel

<sup>(b)</sup> dont :

- charges de réassurances :
- garanties locatives (Bouygues Immobilier)
- litiges clients courants et garantie de passif (TF1)
- provisions courantes diverses :

21 - Challenger Réassurance 21  
 31 - Bouygues Construction 54  
 18 - Bouygues Immobilier 59  
 215 - Colas 80  
 - TF1 34  
 - Bouygues Telecom 32

<sup>(c)</sup> **provisions concernant l'activité construction** : Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel.

(L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci).

<sup>(d)</sup> **Dont reprises de provisions non utilisées** : (87)

<sup>(e)</sup> **Dont reprises de provisions non utilisées** : (104)

**7.1. Actif d'impôt non courant**

	31/12/2008	Flux 2009	31/12/2009
<b>Impôts différés actif</b>	<b>246</b>	<b>27</b>	<b>273</b>
Bouygues Telecom	22	(3)	19
Colas	91	11	102
Bouygues construction	85	5	90
Bouygues Immobilier	32	10	42
Autres métiers	16	4	20
<b>Créances fiscales à long terme</b>			
<b>Total impôt actif non courant</b>	<b>246</b>	<b>27</b>	<b>273</b>

. Actifs d'impôt différé provenant pour l'essentiel :

- des décalages fiscaux temporaires (provisions temporairement non déductibles fiscalement ...)
- des déficits fiscaux ayant une réelle probabilité de récupération (voir tableau 7.4)

**7.2. Passif d'impôt non courant**

	31/12/2008	Flux 2009	31/12/2009
<b>Impôts différés passif</b>	<b>89</b>		<b>89<sup>(a)</sup></b>
<b>Autres impôts long terme</b>			
<b>Total impôt passif non courant</b>	<b>89</b>		<b>89</b>

<sup>(a)</sup> dont Colas : +82

### 7.3. Répartition des impôts différés nets par métier

Nature impôts différés nets par métier	Actif / passif d'impôt différé net 12/2008	Variation périmètre	Variation change	Flux 2009		Autres	Actif et passif d'impôt différé net 12/2009
				Positif produits	Négatif charges		
<b>A - Défis fiscaux</b>							
Bouygues Construction	7				(1)	(1)	5
Bouygues Immobilier	2						2
Colas	10			8			18
TF1	13				(5)		8
<b>Sous-total</b>	<b>32</b>			<b>8</b>	<b>(6)</b>	<b>(1)</b>	<b>33</b>
<b>B - Différences temporaires</b>							
Bouygues Construction	76			11		(3)	84
Bouygues Immobilier	28	(1)		12			39
Colas	2	(2)	(1)	13	(6)	(4)	2
TF1	1			3		(2)	2
Bouygues Telecom	22				(1)	(2)	19
Bouygues SA et autres activités	(4)	(8)		12	(1)	6	5
<b>Sous-total</b>	<b>125</b>	<b>(11)</b>	<b>(1)</b>	<b>51</b>	<b>(8)</b>	<b>(5)</b>	<b>151</b>
<b>Total</b>	<b>157</b>	<b>(11)</b>	<b>(1)</b>	<b>59</b>	<b>(14)</b>	<b>(6)</b>	<b>184<sup>(a)</sup></b>

<sup>(a)</sup> ● détermination de l'impôt différé net :

- Impôts différés actif : 273	}	184
- Impôts différés passif : (89)		

● principales sources d'impôts différés par nature :

	2009	2008
- Impôts différés actif sur avantages au personnel (principalement IFC)	137	144
- Impôts différés sur provisions fiscalement non déductibles temporairement	100	88
- Provisions réglementées	(106)	(106)
- Autres	53	31
	184	157

### 7.4. Délai de récupération des impôts différés actif

31/12/2009	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Délai de récupération estimé des impôts différés actif.	85	54	134 <sup>(a)</sup>	273

<sup>(a)</sup> dont Colas principalement

### 7.5. Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Montants des actifs d'impôts différés non comptabilisés à fin 2009 compte tenu de leur faible probabilité de récupération à cette date (défis fiscaux pour l'essentiel) :

Ne concerne que les sociétés non intégrées fiscalement dans Bouygues SA. (Régime d'intégration fiscale)

	31/12/2008	Flux 2009	31/12/2009
Bouygues Construction	73	(7)	66
Bouygues Immobilier	37	3	40
Colas	28	6	34
TF1	28	(4)	24
Autres	9	(5)	4
<b>Total impôts différés actif non comptabilisés</b>	<b>175</b>	<b>(7)</b>	<b>168</b>

Dettes financières non courantes	6 434
Dettes financières courantes	726

## 8.1. Répartition des emprunts portant intérêts par échéance

	Dettes financières courantes échéance 2010				Dettes financières non courantes						Total 12/2009	Total 12/2008
	Intérêts courus	1 à 3 mois	4 à 12 mois	Total échéance 2010	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus 2016 et plus		
Emprunts obligataires	143		497	640	750		1 149	993	996	2 177	6 065	6 557
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		6	38	44	70	66	14	12	8	114	284	316
Emprunts issus des locations financement		5	15	20	17	13	6	2	1	1	40	58
Emprunts et dettes financières divers		2	20	22	11	14	2	2	3	13	45	94
<b>Total emprunts</b>	<b>143</b>	<b>13</b>	<b>570</b>	<b>726</b>	<b>848</b>	<b>93</b>	<b>1 171</b>	<b>1 009</b>	<b>1 008</b>	<b>2 305</b>	<b>6 434</b>	<b>7 025</b>
Rappel au 31/12/2008	175	49	1 113	1 337	646	894	38	1 174	1 009	3 264		7 025

Répartition de la dette sur locations financement par métier (incluse en dettes financières)	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Long terme 12/2009	1		29		10		40
Court terme 12/2009			16	1	3		20
Long terme 12/2008		1	43	1	12	1	58
Court terme 12/2008		1	21		4		26

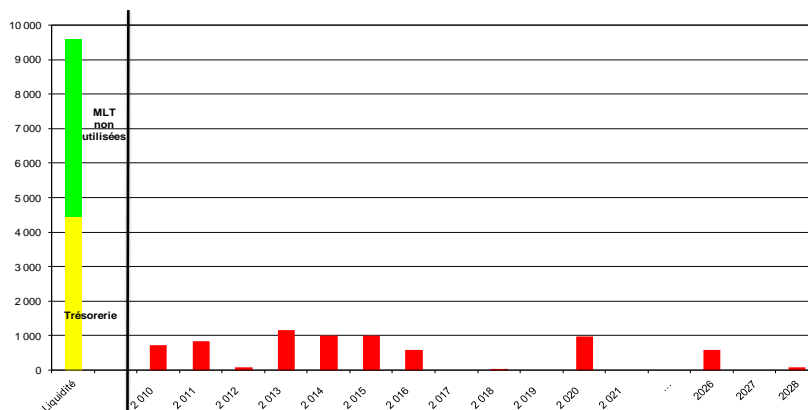
## 8.2. Lignes de crédit confirmées et utilisées

Description	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	640	2 892	3 173	6 705	640	2 892	3 173	6 705
Autres emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	708	4 342	394	5 444	44	162	122	328
Emprunts issus des locations financement	20	38	2	60	20	38	2	60
Emprunts et dettes financières diverses	22	29	16	67	22	29	16	67
<b>Total des lignes de crédit</b>	<b>1 390</b>	<b>7 301</b>	<b>3 585</b>	<b>12 276</b>	<b>726</b>	<b>3 121</b>	<b>3 313</b>	<b>7 160</b>

Lignes de crédit confirmées / non utilisées = 5 116

### 8.3. Liquidité au 31 décembre 2009

Au 31 décembre 2009, la trésorerie disponible s'élève à 4 456 millions d'euros (y compris +1 M€ d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 5 116 millions d'euros de lignes bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées à cette date.



Les emprunts obligataires à échéance 2013, 2015, 2016 et 2026 comportent une clause de "change of control" (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues SA ne comportent ni covenant financier, ni trigger event. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

### 8.4. Répartition de la dette financière courante et non courante selon nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	12/2009	12/2008
Dettes à taux fixé <sup>(a)</sup>	95%	94%
Dettes à taux variable	5%	6%

<sup>(a)</sup> dettes à taux fixé pour plus d'un an

### 8.5 Risque de taux

Au 31 décembre 2009, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

	Taux variable	Taux Fixe	Total
Passifs financiers (Dettes financières)	594	6 566	7 160
Actifs financiers <sup>(*)</sup> (Trésorerie nette)	4 456		4 456
Position nette avant gestion	(3 862)	6 566	2 704
Couverture de taux	(259)	259	
<b>Position nette après gestion</b>	<b>(4 121)</b>	<b>6 825</b>	<b>2 704</b>
Correctif lié à la saisonnalité de certaines activités	450		
<b>Position nette après gestion et correctif</b>	<b>(3 671)</b>		

<sup>(\*)</sup> y.c +1 M€ de juste valeur d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net

Ainsi, une hausse instantanée de 1% des taux d'intérêts à court terme sur la position nette ci-avant engendrerait une diminution des frais financiers de 36,7 millions d'euros en année pleine.

### 8.6. Répartition de la dette financière court terme et long terme par devises

	Zone Europe			Dollar US	Franc CFA	Autres devises	Total
	Euro	Livre Sterling	Autres devises				
<b>Long terme 12/2009</b>	5 659	670	60	4		41	<b>6 434</b>
<b>Court terme 12/2009</b>	698	6	14			8	<b>726</b>
<b>Long terme 12/2008</b>	6 132	654	65	39	82	53	<b>7 025</b>
<b>Court terme 12/2008</b>	1 250	9	63	2	5	8	<b>1 337</b>

. Les dettes financières ventilées par métier figurent en note 16.

. Le détail des sûretés réelles et nantissements données par le Groupe figure en note 18.1 (répartition par métier)

**NOTE 9 PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION  
DE L'ENDETTEMENT NET**

**(2 704)**

**9.1. Variations de l'endettement net**

	31/12/2008	Flux 2009	31/12/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 840	873	4 713
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(393)	135	(258)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>3 447</b>	<b>1 008</b>	<b>4455 <sup>(a)</sup></b>
Dettes financières long terme	(7 025)	591	(6 434)
Dettes financières (part à moins d'un an)	(1 337)	611	(726)
Instruments financiers nets	(1)	2	1
<b>Endettement brut</b>	<b>(8 363)</b>	<b>1 204</b>	<b>(7 159)</b>
<b>Endettement net (passif)</b>	<b>(4 916)</b>	<b>2 212</b>	<b>(2 704)</b>

<sup>(a)</sup> Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie 2009 (flux nets + flux non monétaires)

**9.2. Principales opérations sur endettement net au 31 décembre 2009**

<b>Endettement net au 31/12/2008</b>	<b>(4 916)</b>
Acquisitions / cessions	843 <sup>(a)</sup>
Dividendes versés	(671)
Opérations sur capital	217 <sup>(b)</sup>
Effet périmètre	184 <sup>(c)</sup>
Exploitation	1 639
<b>Endettement net au 31/12/2009</b>	<b>(2 704)</b>

<sup>(a)</sup> dont cession participation CANAL+ France : +744

<sup>(b)</sup> dont augmentation de capital Bouygues Partage 2 : +192

<sup>(c)</sup> dont pour l'essentiel cession AXIONE et FINAGESTION

## Détail passif courant :

	31/12/2009	31/12/2008
<b>Avances et acomptes reçus</b>	1 276	1 301
<b>Dettes financières (part à moins d'1 an) <sup>(a)</sup></b>	726	1 337
<b>Impôts courants</b>	132	163
<b>Fournisseurs et comptes rattachés (fournisseurs, effets à payer)</b>	6 479	7 577
<b>Provisions courantes <sup>(b)</sup></b>	831	628
<b>Autres passifs courants, comptes de régularisations et assimilés</b>		
Autres dettes opérationnelles (personnel, organismes sociaux, état)	2 457	2 646
Produits différés	1 934	1 921
Autres dettes non financières, comptes de régularisation et assimilés	1 828	1 901
<b>Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque</b>	258	393
<b>Instruments financiers</b>	20	25
<b>Autres passifs financiers courants</b>	18	35
<b>Total</b>	<b>15 959</b>	<b>17 927</b>

<sup>(a)</sup> voir analyse en note 8 DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

<sup>(b)</sup> voir analyse en note 6.2.

## NOTE 11 ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

### 11.1. Analyse par rubrique

	2009	2008 <sup>(a)</sup>
Ventes	2 469	2 684
Prestations de service	12 286	12 370
Contrats de construction	16 598	17 405
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>31 353</b>	<b>32 459</b>
Redevances		
Autres produits de l'activité	139	124
<b>Autres produits de l'activité</b>	<b>139</b>	<b>124</b>
<b>Total Activité</b>	<b>31 492</b>	<b>32 583</b>

<sup>(a)</sup> après reclassement du groupe FINAGESTION

Il n'existe pas de contrats d'échanges de biens ou de services significatifs au 31 décembre 2009.

### Bilan consolidé : informations relatives aux contrats de construction

	Bouygues Construction	Colas	Total
Travaux à facturer	329	376	705
Retenues de garantie	65	55	120
Travaux facturés d'avance	1 438	339	1 777
Avances reçues	809	119	928

### 11.2. Analyse par activité

Le chiffre d'affaires "production" des sociétés intégrées inclut le chiffre d'affaires comptable sur travaux, ventes et prestations de services.

ACTIVITE	Chiffre d'affaires 2009				Chiffre d'affaires 2008			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
BTP	4 978	4 187	9 165	29	5 063	4 097	9 160	28
Immobilier	2 719	252	2 971	9	2 732	177	2 909	9
Routes	6 629	4 882	11 511	37	7 208	5 518	12 726	39
Médias	1 991	348	2 339	7	2 237	338	2 575	8
Télécoms	5 352		5 352	16	5 073		5 073	15
Bouygues SA et filiales diverses	9	6	15		10	6	16	
<b>CA consolidé</b>	<b>21 678</b>	<b>9 675</b>	<b>31 353</b>	<b>100</b>	<b>22 323</b>	<b>10 136</b>	<b>32 459</b>	<b>100</b>
% d'évolution 2009/2008	-3%	-5%	-3%					

### 11.3. Analyse par zone géographique

	Chiffre d'affaires 2009		Rappel 2008	
	Total	%	Total	%
France	21 678	69	22 323	69
Union européenne (27 membres)	3 820	12	4 175	13
Autres pays européens	1 012	3	1 015	3
Afrique	1 396	5	1 361	4
Moyen-Orient	140	0	254	1
États-Unis, Canada	1 956	6	2 140	6
Amérique centrale et sud	188	1	188	1
Asie-Pacifique	1 048	3	910	3
Océanie	115	1	93	
<b>Total</b>	<b>31 353</b>	<b>100</b>	<b>32 459</b>	<b>100</b>

### 11.4. Répartition, selon nature de marchés, en France et à l'international (en %)

	2009			2008		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
<b>Marchés publics <sup>(a)</sup></b>	32	51	38	32	50	38
<b>Marchés privés</b>	68	49	62	68	50	62

<sup>(a)</sup> chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État et collectivités locales (marchés de travaux et d'entretien pour l'essentiel) en France et à l'étranger

	2009	2008
<b>Résultat opérationnel courant</b>		
Chiffre d'affaires	31 353	32 459
Autres produits de l'activité	139	124
Consommations externes	(20 681)	(22 360)
Impôts et taxes	(706)	(650)
Frais de personnel	(6 474)	(6 397)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations		
Dotations aux amortissements *	(1 361)	(1 310)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations *	(657) <sup>(b)</sup>	(483)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	(286)	78
Autres produits d'exploitation	1 119	1 398
Reprises de provisions non utilisées *	257	239
Autres produits divers <sup>(a)</sup>	862	1 159
Autres charges d'exploitation <sup>(a)</sup>	(591)	(663)
<b>Résultat opérationnel courant</b> *	<b>1 855</b>	<b>2 196</b>
Autres produits et charges opérationnels	0	0
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 855</b>	<b>2 196</b>

\* Rubriques incluses dans le calcul de l'Ebitda

Voir note 16 pour répartition par métier.

<sup>(a)</sup> dont résultats nets sur cessions d'immobilisations : 61.

<sup>(b)</sup> dont Bouygues Construction : (347) / Colas : (183) / Bouygues Immobilier : (81).

**13.1. ANALYSE DU COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET**

	2009	2008
Charges financières	(425)	(432)
Produits financiers	81	157
Dont :		
<i>Sur locations financement</i>	(3)	(4)
<i>Sur instruments financiers</i>	0	6
<b>Total Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(344)</b>	<b>(275)</b>

	2009	2008
- Charges d'intérêts sur endettement net	(381)	(380)
- Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(35)	(43)
- Charges d'intérêts sur locations financement	(3)	(4)
- Impacts nets des instruments financiers	0	6
- Revenus sur valeurs mobilières et équivalents de trésorerie	75	146
<b>Total Endettement net</b>	<b>(344)</b>	<b>(275)</b>

**13.2. AUTRES PRODUITS / CHARGES FINANCIERS**

	2009	2008
Autres produits financiers	117	123
Autres charges financières	(92)	(142)
<b>Total autres produits / charges financiers</b>	<b>25</b>	<b>(19)</b>

Les autres produits et charges incluent les produits de capitalisation des créances (créances Canal+ France et Alstom Hydro Holding) / la rémunération des investisseurs sur fonds appelés (immobilier d'entreprises) / les commissions d'engagements / les variations de juste valeur sur les "Autres actifs financiers courants" et divers.

## 14.1. Analyse de la charge nette d'impôt

	2009			2008		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(395)	(137)	(532)	(470)	(123)	(593)
Impositions différées passif	2	3	5	1	(8)	(7)
Impositions différées actif	42	(2)	40	11	(4)	7
<b>Total</b>	<b>(351)</b>	<b>(136)</b>	<b>(487)</b>	<b>(458)</b>	<b>(135)</b>	<b>(593)</b>

Voir note 16 pour répartition par métier

## 14.2. Rapprochement entre taux d'impôt théorique et réel au compte de résultat consolidé (preuve de l'impôt)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2009	2008
<b>Résultat net (100%)</b>	<b>1 456</b>	<b>1 686</b>
<b>Neutralisation :</b>		
Charge d'impôt	487	593
Résultat des activités abandonnées	(14)	(20)
Résultat des entités associées	(393)	(357)
<b>Résultat des activités intégrées poursuivies avant impôts</b>	<b>1 536</b>	<b>1 902</b>
Taux d'imposition théorique en France	34,43%	34,43%
Création, utilisation de reports fiscaux déficitaires	(0,88%)	1,63%
Effets des différences permanentes	0,69%	(2,39%)
Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts	0,07%	0,31%
Impôts hors taux liés aux résultats : écarts de taux d'imposition, plus-values à long terme, impositions étrangères	(2,60%)	(2,80%)
<b>Taux effectif d'imposition</b>	<b>31,71%</b>	<b>31,18%</b>

## NOTE 15 RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

### 15.1. Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net des activités poursuivies s'élève à 1 442, la part du Groupe est en diminution de 13% et se présente comme suit :

	2009	2008	Variation
Résultat net des activités poursuivies (100%)	1 442	1 666	(13%)
Part des intérêts minoritaires sur activités poursuivies	(137)	(174)	(21%)
<b>Part du Groupe sur activités poursuivies</b>	<b>1 305</b>	<b>1 492</b>	<b>(13%)</b>

### 15.2. Résultat net des activités poursuivies (et résultat dilué par action)

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en ramenant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) au nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2009 (à l'exclusion du nombre moyen des actions détenues ordinaires achetées et à titre d'autocontrôle).

	2009	2008
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (M €)	1 305	1 492
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	345 165 830	342 609 161
<b>Résultat des activités poursuivies en euros par action</b>	<b>3,78</b>	<b>4,35</b>

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation incluant la conversion potentielle de toutes les actions pouvant avoir un effet dilutif (options de souscriptions d'actions potentiellement et économiquement exerçables à la clôture de l'exercice)

	2009	2008
Résultat net des activités poursuivies utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	1 305	1 492
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	345 165 830	342 609 161
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions	1 056 524	3 567 732
<b>Résultat des activités poursuivies dilué en euros par action</b>	<b>3,77</b>	<b>4,31</b>

## NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle ci-après est présentée comme suit :

1. Analyse par activité (UGT) : BTP (Bouygues Construction) ; Immobilier (Bouygues Immobilier) ; Routes (Colas) ; Médias (TF1) ; Télécoms (Bouygues Telecom) ; Bouygues SA et autres activités.

2. Analyse par zone géographique : France, Europe (hors France), Afrique, Asie-Pacifique, Amériques et Moyen-Orient. (Affectation en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires ou de la localisation des immobilisations).

Les cessions internes entre les différentes activités se réalisent en règle générale aux conditions de marché.

### 16.1. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2009

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total 2009
<b>Compte de résultat</b>							
Chiffre d'affaires total	9 546	2 989	11 580	2 365	5 368	135	31 983
Chiffre d'affaires inter-activité	(381)	(18)	(69)	(26)	(16)	(120)	(630)
<b>Chiffre d'affaires sur clients externes</b>	<b>9 165</b>	<b>2 971</b>	<b>11 511</b>	<b>2 339</b>	<b>5 352</b>	<b>15</b>	<b>31 353</b>
Dotations nettes aux amortissements	(162)	(6)	(482)	(100)	(604)	(7)	(1 361)
Dotations nettes aux provisions	(347)	(81)	(183)	(14)	(25)	(7)	(657)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>335</b>	<b>203</b>	<b>541</b>	<b>101</b>	<b>730</b>	<b>(55)</b>	<b>1 855</b>
Coût de l'endettement financier net	26	(6)	(34)	(22)	(10)	(298)	(344)
Charge d'impôt	(124)	(49)	(172)	(15)	(246)	119	(487)
Quote-part du résultat net des entités associées	(7)		55	15		330	393
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>241</b>	<b>113</b>	<b>391</b>	<b>115</b>	<b>471</b>	<b>111</b>	<b>1 442</b>
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession						14	14
<b>Résultat net 100 %</b>	<b>241</b>	<b>113</b>	<b>391</b>	<b>115</b>	<b>471</b>	<b>125</b>	<b>1 456</b>
<b>Résultat part du Groupe</b>	<b>240</b>	<b>110</b>	<b>374</b>	<b>49</b>	<b>422</b>	<b>124</b>	<b>1 319</b>
<b>Bilan</b>							
Immobilisations corporelles	411	15	2 312	191	2 737	261	5 927
Immobilisations incorporelles	48	3	60	136	739	2	988
Goodwill	326		1 086	1 091	2 651	2	5 156
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	90	42	102	12	19	8	273
Entités associées	81		526	275		<sup>(b)</sup> 4 075	4 957
Autres actifs non courants	161	14	166	20	8	30	399
Trésorerie et équivalents de trésorerie	519	97	498	124	15	3 460	4 713
Autres actifs							11 522
<b>Total actif</b>							<b>33 935</b>
Dettes financières non courantes	347	91	212		293	5 491	6 434
Provisions non courantes	738	83	663	46	167	30	1 727
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	1	1	84	1		2	89
Dettes financières courantes	8	17	45	502	15	139	726
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(3 121)	(156)	115	(443)		3 863	258
Autres passifs							24 701
<b>Total passif</b>							<b>33 935</b>
<b>Endettement net</b> <sup>(c)</sup>	<b>3 285</b>	<b>146</b>	<b>116</b>	<b>73</b>	<b>(294)</b>	<b>(6 030)</b>	<b>(2 704)</b>
<b>Tableau des flux de trésorerie</b>							
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>569</b>	<b>181</b>	<b>1 066</b>	<b>186</b>	<b>1 340</b>	<b>88</b>	<b>3 430</b>
<b>Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>(142)</b>	<b>(6)</b>	<b>(362)</b>	<b>(70)</b>	<b>(683)</b>	<b>(7)</b>	<b>(1 270)</b>
<b>Acquisitions nettes de titres consolidés et autres</b>	<b>20</b>		<b>(8)</b>	<b>739</b> <sup>(d)</sup>	<b>(1)</b>	<b>(3)</b>	<b>747</b>
<b>Autres indicateurs</b>							
<b>Ebitda</b>	<b>746</b>	<b>269</b>	<b>1 109</b>	<b>194</b>	<b>1 344</b>	<b>(46)</b>	<b>3 616</b>
<b>Cash-flow libre</b>	<b>329</b>	<b>120</b>	<b>498</b>	<b>79</b>	<b>401</b>	<b>(98)</b>	<b>1 329</b>

<sup>(a)</sup> dont Alstom = 329

<sup>(b)</sup> dont Alstom pour 4054

<sup>(c)</sup> contribution de niveau métiers après maintien des comptes courants internes Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-Groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres activités)

<sup>(d)</sup> dont cession participation Canal+ France : 744

## 16.2. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2008

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total 2008
(a)							
<b>Compte de résultat</b>							
Chiffre d'affaires total	9 497	2 924	12 789	2 595	5 089	174	<b>33 068</b>
Chiffre d'affaires inter-activité	(337)	(15)	(63)	(20)	(16)	(158)	<b>(609)</b>
<b>Chiffre d'affaires sur clients externes</b>	<b>9 160</b>	<b>2 909</b>	<b>12 726</b>	<b>2 575</b>	<b>5 073</b>	<b>16</b>	<b>32 459</b>
Dotations nettes aux amortissements	(154)	(6)	(466)	(95)	(585)	(4)	<b>(1 310)</b>
Dotations nettes aux provisions	(168)	(86)	(153)	(53)	(24)	1	<b>(483)</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>308</b>	<b>247</b>	<b>681</b>	<b>177</b>	<b>817</b>	<b>(34)</b>	<b>2 196</b>
Coût de l'endettement financier net	93	(17)	(21)	(23)	(3)	(304)	<b>(275)</b>
Charge d'impôt	(114)	(89)	(217)	(41)	(279)	147	<b>(593)</b>
Quote-part du résultat net des entités associées	2		46	10		299	<b>357</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>294</b>	<b>111</b>	<b>495</b>	<b>164</b>	<b>534</b>	<b>68</b>	<b>1 666</b>
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession						20	<b>20</b>
<b>Résultat net 100%</b>	<b>294</b>	<b>111</b>	<b>495</b>	<b>164</b>	<b>534</b>	<b>88</b>	<b>1 686</b>
<b>Résultat part du Groupe</b>	<b>297</b>	<b>105</b>	<b>474</b>	<b>71</b>	<b>478</b>	<b>76</b>	<b>1 501</b>
<b>Bilan</b>							
Immobilisations corporelles	574	16	2 346	178	2 600	406	<b>6 120</b>
Immobilisations incorporelles	86	3	66	166	770	5	<b>1 096</b>
Goodwill	325		1 089	1 090	2 651	2	<b>5 157</b>
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	85	32	91	17	22	(1)	<b>246</b>
Entités associées	105		499	259		3 879	<b>4 742</b>
Autres actifs non courants	147	16	195	741	5	205	<b>1 309</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	379	107	371	17	14	2 952	<b>3 840</b>
Autres actifs non affectés							<b>12 978</b>
<b>Total actif</b>							<b>35 488</b>
Dettes financières non courantes	375	61	186	695	105	5 603	<b>7 025</b>
Provisions non courantes	646	78	648	59	139	112	<b>1 682</b>
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	2	1	79	3		4	<b>89</b>
Dettes financières courantes	26	77	53	4	7	1 170	<b>1 337</b>
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(2 614)	(33)	130	19	9	2 882	<b>393</b>
Autres passifs non affectés							<b>24 962</b>
<b>Total passif</b>							<b>35 488</b>
<b>Endettement net</b>	<b>2 592</b>	<b>1</b>	<b>(7)</b>	<b>(699)</b>	<b>(107)</b>	<b>(6 696)</b>	<b>(4 916)</b>
(a)							
<b>Tableau de flux de trésorerie</b>							
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>452</b>	<b>222</b>	<b>1 185</b>	<b>270</b>	<b>1 409</b>	<b>4</b>	<b>3 542</b>
<b>Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>(253)</b>	<b>(8)</b>	<b>(540)</b>	<b>(58)</b>	<b>(872)</b>	<b>1</b>	<b>(1 730)</b>
<b>Acquisitions nettes de titres consolidés et autres</b>	<b>54</b>	<b>(9)</b>	<b>(114)</b>	<b>(7)</b>		<b>(140)</b>	<b>(216)</b>
<b>Autres indicateurs</b>							
<b>Ebitda</b>	<b>534</b>	<b>312</b>	<b>1 219</b>	<b>317</b>	<b>1 405</b>	<b>(37)</b>	<b>3 750</b>
<b>Cash-flow libre</b>	<b>178</b>	<b>108</b>	<b>409</b>	<b>149</b>	<b>255</b>	<b>(155)</b>	<b>944</b>

(a) Après correction cession Finagestion

### 16.3. Analyse sectorielle par zone géographique

31/12/2009	France et Dom	Union européenne (27 membres)	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
------------	---------------	-------------------------------	-----------------------	---------	------------------------	-----------	--------------	-------

#### Compte de résultat

<b>Chiffre d'affaires clients</b>	21 678	3 820	1 012	1 396	1 163	2 144	140	<b>31 353</b>
-----------------------------------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	-----	---------------

#### Bilan

Immobilisations corporelles <sup>(a)</sup>	4 643	387	77	164	142	510	4	<b>5 927</b>
Immobilisations incorporelles	952	24				12		<b>988</b>

#### Tableau des flux de trésorerie

Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 067)	(55)	(17)	(74)	(63)	(87)	(2)	<b>(1 365)</b>
--	---------	------	------	------	------	------	-----	----------------

<sup>(a)</sup> y compris contrats de locations financement

31/12/2008	France et Dom	Union européenne (27 membres)	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
------------	---------------	-------------------------------	-----------------------	---------	------------------------	-----------	--------------	-------

#### Compte de résultat

<b>Chiffre d'affaires clients</b>	22 323	4 175	1 015	1 361	1 003	2 328	254	<b>32 459</b>
-----------------------------------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	-----	---------------

#### Bilan

Immobilisations corporelles <sup>(a)</sup>	4 711	412	85	307	109	488	8	<b>6 120</b>
Immobilisations incorporelles	1 056	25		4		11		<b>1 096</b>

#### Tableau de flux de trésorerie

Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 451)	(91)	(18)	(74)	(66)	(124)	(9)	<b>(1 833)</b>
--	---------	------	------	------	------	-------	-----	----------------

<sup>(a)</sup> y compris contrats de locations financement

## 16.4. Présentation du compte de résultat par destination

31/12/2009	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>9 165</b>	<b>2 971</b>	<b>11 511</b>	<b>2 339</b>	<b>5 352</b>	<b>15</b>	<b>31 353</b>
Coût des ventes	(7 816)	(2 559)	(9 862)	(1 902)	(3 870)	(9)	(26 018)
<b>Marge brute</b>	<b>1 349</b>	<b>412</b>	<b>1 649</b>	<b>437</b>	<b>1 482</b>	<b>6</b>	<sup>(a)</sup> <b>5 335</b>
Coût de recherche et développement	(12)	(1)	(70)	(21)	(19)	(2)	(125)
Charges commerciales	(438)	(149)		(110)	(185)		(882)
Charges administratives	(564)	(59)	(1 036)	(211)	(548)	(56)	(2 474)
Dépréciation des goodwill			(2)				(2)
Autres produits et charges courants				6		(3)	3
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>335</b>	<b>203</b>	<b>541</b>	<b>101</b>	<b>730</b>	<b>(55)</b>	<b>1 855</b>

<sup>(a)</sup> Marge brute / CA = 17%

31/12/2008	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>9 160</b>	<b>2 909</b>	<b>12 726</b>	<b>2 575</b>	<b>5 073</b>	<b>16</b>	<b>32 459</b>
Coût des ventes	(7 837)	(2 409)	(10 944)	(2 082)	(3 500)	(13)	(26 785)
<b>Marge brute</b>	<b>1 323</b>	<b>500</b>	<b>1 782</b>	<b>493</b>	<b>1 573</b>	<b>3</b>	<sup>(a)</sup> <b>5 674</b>
Coût de recherche et développement	(11)	(1)	(70)	(14)	(24)	(1)	(121)
Charges commerciales	(406)	(175)		(124)	(181)	(1)	(887)
Charges administratives	(606)	(77)	(1 025)	(178)	(548)	(31)	(2 465)
Dépréciation des goodwill			(6)				(6)
Autres produits et charges courants	8				(3)	(4)	1
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>308</b>	<b>247</b>	<b>681</b>	<b>177</b>	<b>817</b>	<b>(34)</b>	<b>2 196</b>

<sup>(a)</sup> Marge brute / CA = 17,5%

## NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2009, de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

### 17.1. Couverture du risque de taux

#### Analyse par échéance

Date de l'échéance	En-cours au 31/12/2009			Total	Total en-cours 31/12/2008
	2010	2011 à 2014	Au-delà		
<b>Swaps de taux</b>					
- sur actifs financiers	850	1		851 <sup>(a)</sup>	30
- sur passifs financiers	910	500	159	1 569 <sup>(b)</sup>	1 773
<b>Caps / floors</b>					
- sur actifs financiers					-
- sur passifs financiers		150		150	48

<sup>(a)</sup> dont taux payé = taux fixe : 851

<sup>(b)</sup> dont taux payé = taux fixe : 1 269

#### Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Totaux 31/12/2009	Totaux 31/12/2008
<b>Swaps de taux</b>								
- sur actifs financiers						851	851	30
- sur passifs financiers			184 <sup>(a)</sup>	500	885 <sup>(a)</sup>		1 569	1 773
<b>Caps / floors</b>								
- sur actifs financiers								-
- sur passifs financiers		150					150	48

<sup>(a)</sup> dont swaps de couverture de taux à départ décalé

Pour les couvertures de taux renouvelables, les montants sont indiqués dans la colonne correspondant à l'échéance la plus lointaine.

## 17.2. Couverture du risque de change

### Analyse par devise d'origine

Devise	31 décembre 2009 (contre-valeur présentée en millions d'euros)						Total en-cours
	Dollar US	Livre sterling	Franc suisse	Rand	Autres	Total	31/12/2008
<b>Achats et ventes à terme</b>							
- achats à terme	293	8	1	11	106	419	519
- ventes à terme	100	59		3	85	247	519
<b>Swaps de devises</b>	(2)	181	57	17	148	401	414
<b>Options de change</b>							
- achats à terme			34			34	27
- ventes à terme							27

### Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Totaux 31/12/2009	Totaux 31/12/2008
<b>Achats et ventes à terme</b>								
- achats à terme	225		59	89	46		419	519
- ventes à terme	171		61	15			247	519
<b>Swaps de devises</b>	28			(15)		388	401	414
<b>Options de change</b>								
- achats à terme						34	34	27
- ventes à terme								27

## 17.3. Valeur de marché des instruments de couverture

Au 31 décembre 2009, la valeur de marché (net present value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de -14,2 millions d'euros. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir la dette du Groupe (couverture de juste valeur et couverture de flux de trésorerie) et de la valeur actuelle nette d'opérations de terme permettant de couvrir le risque de change découlant d'opérations commerciales.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur d'un élément d'endettement net :	-5,7 millions d'euros
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie :	-8,5 millions d'euros

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00% [et respectivement -1,00%], la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à -6,5 millions d'euros [respectivement -22 millions d'euros].

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1% de l'euro par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à -19,3 millions d'euros.

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles ils ont été contractés.

## NOTE 18 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers ; les contrats de location simple figurent en note distincte ci-dessous

### 18.1. Engagements de garantie

	31/12/2009	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues sa et autres activités	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2008
. Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	136	33		103				10	40	86	85
. Avals, cautions et garanties donnés	150	54	6	82	8			37	96	17	332
<b>Total Engagements de garanties donnés</b>	<b>286</b>	<b>87</b>	<b>6</b>	<b>185</b>	<b>8</b>			<b>47</b>	<b>136</b>	<b>103</b>	<b>417</b>
. Avals, cautions et garanties reçus	3				3			1	2		185
<b>Total Engagements de garanties reçus</b>	<b>3</b>				<b>3</b>			<b>1</b>	<b>2</b>		<b>185</b>
<b>SOLDE NET</b>	<b>283</b>	<b>87</b>	<b>6</b>	<b>185</b>	<b>5</b>			<b>46</b>	<b>134</b>	<b>103</b>	<b>232</b>

### 18.2. Engagements contractuels divers

	31/12/2009	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues sa et autres activités	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2008
. Transport d'images	160				160			78	80	2	191
. Maintenance réseau	152					152		93	59		141
. Obligations en matière de provision retraite (IFC)	45	18	2	22			3	4	14	27	52
. Autres	459	1	6		246 <sup>(a)</sup>	202	4	408	42	9	165
<b>Total Engagements contractuels divers donnés</b>	<b>816</b>	<b>19</b>	<b>8</b>	<b>22</b>	<b>406</b>	<b>354</b>	<b>7</b>	<b>583</b>	<b>195</b>	<b>38</b>	<b>549</b>
. Transport d'images	160				160			78	80	2	191
. Maintenance réseau	152					152		93	59		141
. Obligations en matière de provision retraite (IFC)	45	18	2	22			3	4	14	27	52
. Autres	451	1	2		246 <sup>(a)</sup>	202		400	42	9	155
<b>Total Engagements contractuels divers reçus</b>	<b>808</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>22</b>	<b>406</b>	<b>354</b>	<b>3</b>	<b>575</b>	<b>195</b>	<b>38</b>	<b>539</b>
<b>SOLDE NET</b>	<b>8</b>		<b>4</b>				<b>4</b>	<b>8</b>			<b>10</b>

<sup>(a)</sup> dont : engagements fermes ou optionnels de livrer ou recevoir des titres ; notamment l'accord signé avec le Groupe AB pour 192 M€.

La présentation des engagements contractuels divers a été harmonisée entre les différents métiers du groupe.

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon normes comptables en vigueur.

### 18.3. Contrats de location simple

	31/12/2009	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues sa et autres activités	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2008
<b>Contrats de location simple</b>											
. Locations simples données	1 518	33	32	145	164	1 144		246	784	488	1 553
. Locations simples reçues	1 518	33	32	145	164	1 144		246	784	488	1 553
<b>Contrats de location simple nets</b>											

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...)

Après réévaluation (augmentation prévisionnelle des loyers), ces montants pour l'essentiel tiennent compte d'un calcul d'actualisation (taux marginal d'endettement).

Bouygues Telecom : engagements donnés dans le cadre de l'exploitation concernant pour l'essentiel des baux commerciaux pour la location des immeubles et des terrains d'exploitation destinés à l'exploitation des sites techniques du réseau (dont loyers relatifs aux sites du réseau : 694 millions d'euros, et loyers immobiliers et divers : 450 millions d'euros, y compris nouveau siège et nouveaux locaux Technopôle)

#### 18.4. Contrats de location-financement (déjà comptabilisés au passif du bilan)

	31/12/2009	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2008
. Location-financement	59	1		45	1	12		20	37	2	76

#### 18.5. Autres engagements

##### Engagements TF1

En vertu des accords entre Vivendi, TF1 et M6, les engagements et garanties souscrits par TF1 et M6 à raison des obligations de TPS ont fait l'objet d'une contre-garantie octroyée par Vivendi à compter du 4 janvier 2007. En conséquence, ces engagements souscrits par TF1 et M6 ne figurent ni en engagements donnés ni en engagements reçus.

##### Bouygues Telecom

###### Licence UMTS

L'arrêté du 3 décembre 2002 autorisant Bouygues Telecom à établir et exploiter un réseau UMTS comprend un certain nombre d'obligations, concernant notamment la date d'ouverture commerciale, le calendrier de déploiement et la couverture de la population, et les services devant être offerts. A ce titre, Bouygues Telecom devra couvrir 75% de la population avant le 12 décembre 2010.

###### Zones blanches

La convention signée en 2003 entre les trois opérateurs, l'État, les Collectivités territoriales et l'ARCEP prévoit la couverture de quelques 3000 communes zones blanches. A fin 2009, près de 98% des communes initialement prévues étaient couvertes. Par ailleurs, les opérateurs ont accepté, au-delà de leur engagement initial, de couvrir 364 nouvelles communes, portant le programme final à plus de 3300 communes à couvrir pour 2011.

#### 18.6. Actifs et passifs éventuels

##### Bouygues Telecom

###### Actifs éventuels :

Litige	<p>- La décision rendue par le conseil de la concurrence le 30 novembre 2005 condamnait Bouygues Telecom à 58 millions d'euros d'amende pour entente, avait été confirmée par la Cour d'appel de Paris le 12 décembre 2006. Bouygues Telecom avait formé un pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'appel.</p> <p>- Par une décision datée du 29 juin 2007, la Cour de cassation a confirmé l'amende pour entente, infligée aux trois opérateurs, sur la répartition des marchés, mais a invalidé la condamnation pour échange d'informations entre 1997 et 2003 (amende infligée à Bouygues Telecom : 16 millions d'euros).</p> <p>La Cour de cassation a donc renvoyé le dossier devant la Cour d'appel de Paris qui, par un arrêt du 11 mars 2009, a confirmé la condamnation pour échange d'informations. Bouygues Telecom a formé un nouveau pourvoi en cassation contre cette décision. Une décision devrait intervenir courant 2010.</p>
Taxe sur les Services Audiovisuels	<p>La loi audiovisuelle 2009-258 du 5 mars 2009 a instauré une taxe sur les services, due par tout opérateur de communications électroniques de 0,9% correspondant à la fraction du montant des encaissements annuels taxables, hors TVA, qui excède 5 millions.</p> <p>Les opérateurs membres de la Fédération (FFT) ont exercé un recours contre cette taxe devant la Commission européenne.</p> <p>Cette autorité vient d'ouvrir une procédure d'infraction contre la France concernant cette taxe.</p>

## NOTE 19 EFFECTIFS, ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATION

### 19.1. Effectif moyen

	2009	2008
Cadres	21 804	21 450
Agents de maîtrise et employés	21 246	21 466
Compagnons	31 143	32 586
<b>Sous-total effectif France</b>	<b>74 193</b>	<b>75 502</b>
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	70 161	72 250
<b>Total effectif moyen</b>	<b>144 354</b> <sup>(a)</sup>	<b>147 752</b>

(a) Y compris Finagection jusqu'au 30 septembre 2009

### 19.2. Engagements envers le personnel

	31/12/2008	Flux 2008	31/12/2009
Indemnités de fin de carrière (IFC)	358	(47)	311
Médailles du travail	106	(2)	104
Autres avantages post emploi (pension)	29	11	40
<b>Total</b>	<b>493</b>	<b>(38)</b>	<b>455</b>

### 19.3. Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) hors médaille du travail

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les engagements du Groupe en matière de retraite.

#### 19.3.1. Régimes à cotisations définies

	2009	2008
<b>Montants comptabilisés en charges</b>	<b>(1 679)</b>	<b>(1 683)</b>

Les cotisations définies présentées ci-dessus comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles ;
- aux caisses de retraite (régime obligatoire et régimes complémentaires) ;
- aux caisses d'assurance chômage.

Information sur les parties liées : voir note 20

#### 19.3.2. Régimes à prestations définies

##### Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat (charges opérationnelles)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions <sup>(b)</sup>	
	2009	2008	2009	2008
Coûts des services rendus	2	11		(1)
Charges d'intérêt sur l'obligation	11	12	11	5
Rendement attendu des actifs du régime			(10)	(6)
Coûts des services passés <sup>(a)</sup>	4	6	(1)	1
<b>Charge nette comptabilisée au compte de résultat</b>	<b>17</b>	<b>29</b>	<b>0</b>	<b>(1)</b>

<sup>(a)</sup> essentiellement amortissements des conventions cadres

<sup>(b)</sup> Colas : les pensions sont gérées par des fonds indépendants de l'entreprise.

## Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions <sup>(c)</sup>		Total	Total
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008	2009	2008
Valeur actualisée des obligations <sup>(a)</sup>	363	418	283	221	646	639
Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés)	(5) <sup>(b)</sup>	(5) <sup>(b)</sup>	(246)	(195)	(251)	(200)
Coût des services passés restant à comptabiliser	(47)	(55)	3	3	(44)	(52)
Ratio : fonds dédiés / Valeur actualisée des obligations			87%	88%		
<b>Passifs nets comptabilisés (provision)</b>	<b>311</b>	<b>358</b>	<b>40</b>	<b>29</b>	<b>351</b>	<b>387</b>

<sup>(a)</sup> montant total de l'engagement actualisé relatif aux indemnités de fin de carrière et aux pensions

<sup>(b)</sup> fonds TF1 résiduel pour une fraction des obligations.

<sup>(c)</sup> concerne notamment le groupe Colas au titre de fonds de pensions situés en Angleterre.

## Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>358</b>	<b>294</b>	<b>29</b>	<b>33</b>
Charges comptabilisées	20	29		(1)
Variations de périmètre				1
Variations de change				(5)
Virements de rubriques et autres	(22)	(7)	0	(1)
Ecart actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	(45)	42	11	2
<b>Au 31 décembre</b>	<b>311</b>	<b>358</b>	<b>40</b>	<b>29</b>

## Répartition par métier au 31 décembre 2009

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière	8	1	7	(3)	3	1	17
Provisions non courantes (bilan) :							
- Indemnités de fin de carrière	99	7	147	22	25	11	311
- Pensions	2		38				40

## Répartition par zone géographique au 31 décembre 2009

	France et Dom	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Moyen-Orient	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière <sup>(a)</sup>	17							17
Provisions non courantes (bilan) :								
- Indemnités de fin de carrière	305			1	1	3	1	311
- Pensions		39			1			40

<sup>(a)</sup> La charge 2009 sur pensions n'est pas significative.

## Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière

	2009	2008
Taux d'actualisation	4,89% (iboxx A10)	3,66%
Table de survie	INSEE	INSEE
Âge de départ en retraite (selon métiers) :		
- Cadres	62/65 ans	62/65 ans
- Etams / compagnons	60/65 ans	60/65 ans
Augmentation future des salaires (selon activité) <sup>(a)</sup>	2 à 4%	2 à 5,5%

<sup>(a)</sup> taux d'inflation inclus

### 19.4. Participation au capital

#### 19.4.1. Stock-options

Nombre total d'options pouvant effectivement (juridiquement et économiquement) être exercées : 6 785 691.

Cours de Bourse au 31/12/2009 : 36,425 euros

Plan	Solde au 31/12/2009	Date d'attribution	Date minimale d'exercice normal	Date minimale d'exercice PEE	Cours de levée (€)	Nombre d'options effectivement exerçables
2003.06	1 167 582	17/06/2003	17/06/2007	17/06/2004	19,37	1 167 582
2004.03	2 820 143	15/03/2004	15/03/2008	15/03/2005	25,15	2 820 143
2005.06	2 797 966	21/06/2005	21/06/2009	21/06/2006	31,34	2 797 966
2006.09	3 552 889	05/09/2006	05/09/2010	05/09/2007	40,00	-
2007.06	4 253 400	05/06/2007	05/06/2011	05/06/2008	63,44	-
2008.03	4 301 450	31/03/2008	31/03/2012	31/03/2009	43,23	-
2009.04	4 643 200	01/04/2009	01/04/2013	01/04/2010	25,95	-
						<b>Total : 6 785 691</b>

Pour être effectivement exerçables, les options doivent remplir deux conditions :

- 1) être juridiquement exerçables au 31/12/2009, soit par exercice normal, soit par exercice partiel anticipé dans le cadre du PEE. Les plans attribués à partir de juin 2002 sont exerçables par quart après la première année.
- 2) être économiquement exerçables au 31/12/2009 : pour qu'une option soit économiquement exerçable, son prix d'exercice doit être inférieur au cours de clôture au 31/12/2009, soit 36,425€.

## NOTE 20 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

### 20.1. Informations sur les parties liées

Transactions	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2009	2008	2009	2008	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
Parties liées en amont	6	6	1	1				
Coentreprises	53	55	170	208	179	107	123	99
Entités associées	13	18	257	431	57	21	22	38
Autres parties liées	29	16	10	31	32	33	31	32
<b>Total</b>	<b>101</b>	<b>95</b>	<b>438</b>	<b>671</b>	<b>268</b>	<b>161</b>	<b>176</b>	<b>169</b>
Échéances								
moins d'un an					231	148	173	166
de 1 à 5 ans					20	12	3	3
plus de 5 ans					17	1		
dont dépréciations pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					77	68		

Identité des parties liées :

- Parties liées en amont : SCDM;
- Coentreprises : principalement sociétés de carrières / SEP de travaux/ sociétés de promotion immobilière;
- Entités associées : notamment transactions avec les sociétés concessionnaires;
- Autres parties liées : essentiellement transactions avec des sociétés non consolidées détenues par le groupe.

### 20.2. Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction (Bouygues)

La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité de direction générale du Groupe présents au 31 décembre 2009.

**Les rémunérations directes** s'élèvent à 15.757.114€ dont 7.994.036€ de rémunération de base, 7.763.078€ de rémunération variable payée en 2010 et liée aux performances réalisées en 2009 et 504.774€ de jetons de présence. Les jetons de présence alloués aux administrateurs et aux censeurs non dirigeants sont de 455.396€.

**Avantages à court terme** : néant.

**Avantages postérieurs à l'emploi** : les membres du comité de direction générale bénéficient d'un régime de retraite additive de 0,92% du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Cette retraite additionnelle annuelle est plafonnée à huit fois le plafond annuel de la sécurité sociale. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurance. La contribution versée en 2009 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurance s'est élevée à 3.200.000€.

**Avantages à long terme** : néant.

**Indemnités de fin de contrat** concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 896.799€.

**Paiement en actions** : le nombre de titres attribués le 1<sup>er</sup> avril 2009 (stock-options) aux membres des organes d'administration et de direction est de 1 200 000 au prix d'exercice de 25,95€. La date minimale d'exercice est le 1<sup>er</sup> avril 2013. La charge comptabilisée pour ces dernières au titre de l'exercice 2009 s'élève à 1.178.096€.

## NOTE 21 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

### 21.1. Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou sortantes

Présentation par métier des flux de trésorerie nets résultant des acquisitions et sorties de filiales.

#### - Sur activités poursuivies

Filiales acquises / sortantes	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total 12/2009
Trésorerie	24	8	(10)	2			24
Stocks		(1)	3				2
Clients et créances	(12)	(24)	(12)	(2)		1	(49)
Immobilisations	38	3	(28)	2			15
Goodwill	(2)		9	(2)			5
Fournisseurs et dettes courantes	(28)	18	16	(1)		(1)	4
Dettes à long terme		(4)	3				(1)
Provisions non courantes			6				6
Impôts LT			3				3
<b>Coût d'acquisition ou de cession net</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>(10)</b>	<b>(1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>
Trésorerie acquise ou cédée	(24)	(8)	10	(7)		(56)	(85)
Dettes nettes sur immobilisations financières			(2)			(1)	(3)
<b>Flux de trésorerie net résultant de l'acquisition ou de sortie des filiales</b>	<b>(4)</b>	<b>(8)</b>	<b>(2)</b>	<b>(8)</b>	<b>0</b>	<b>(57)</b>	<b>(79)</b>

#### - Sur activités non poursuivies

Filiales acquises / sortantes	Pôle Finagection						Total 12/2009
Trésorerie						20	20
Stocks						45	45
Clients et créances						504	504
Immobilisations						147	147
Goodwill							0
Fournisseurs et dettes courantes						(561)	(561)
Dettes à long terme						(88)	(88)
Provisions non courantes						(77)	(77)
Impôts LT						10	10
<b>Coût d'acquisition ou de cession net</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Trésorerie acquise ou cédée						(20)	(20)
Dettes nettes sur immobilisations financières							0
<b>Flux de trésorerie net résultant de l'acquisition ou de sortie des filiales</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(20)</b>	<b>(20)</b>

## NOTE 22 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31/12/2009.

en milliers d'euros

Missions	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux <sup>(a)</sup>			Total Charge	
	12/2009	%	12/2008	12/2009	%	12/2008	12/2009	%	12/2008	12/2009	12/2008
<b>A - Audit</b>											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés <sup>(1)</sup>	5 379	96	5 757	3 696	92	3 408	8 024	87	8 565	17 099	17 730
- Bouygues SA	216		229	217		213				433	442
- Filiales intégrées	5 163		5 528	3 479		3 195	8 024		8 565	16 666	17 288
Missions accessoires <sup>(2)</sup>	236	4	230	311	8	469	77	1	627	624	1 326
- Bouygues SA			34	10		89				10	123
- Filiales intégrées	236		196	301		380	77		627	614	1 203
<b>Sous-total 1</b>	<b>5 615</b>	<b>100</b>	<b>5 987</b>	<b>4 007</b>	<b>100</b>	<b>3 877</b>	<b>8 101</b>	<b>88</b>	<b>9 192</b>	<b>17 723</b>	<b>19 056</b>
<b>B - Autres prestations<sup>(3)</sup></b>											
Juridique, fiscal, social	0	0	140	0	0	27	638	7	470	638	637
Autres	0	0		0	0		450	5	159	450	159
<b>Sous-total 2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>140</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27</b>	<b>1 088</b>	<b>12</b>	<b>629</b>	<b>1 088</b>	<b>796</b>
<b>Total charge d'honoraires</b>	<b>5 615</b>	<b>100</b>	<b>6 127</b>	<b>4 007</b>	<b>100</b>	<b>3 904</b>	<b>9 189</b>	<b>100</b>	<b>9 821</b>	<b>18 811</b>	<b>19 852</b>

<sup>(a)</sup> Pour la pertinence de l'information d'ensemble, la charge d'honoraires affectée aux "Autres réseaux" des commissaires aux comptes est présentée dans ce tableau.

<sup>(1)</sup> y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

<sup>(2)</sup> Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :

- par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie,
- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie.

<sup>(3)</sup> Il s'agit des prestations hors Audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.

## NOTE 23 PRINCIPAUX TAUX DE CONVERSION

Convention : 1 unité monétaire locale = x euros

Pays	Unité monétaire	Cours de clôture		Cours moyen annuel	
		31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
<b>EUROPE</b>					
Danemark	Couronne danoise	<b>0,134376</b>	0,134217	<b>0,134299</b>	0,134124
Grande-Bretagne	Livre sterling	<b>1,125999</b>	1,049869	<b>1,123622</b>	1,246022
Hongrie	Forint hongrois	<b>0,003698</b>	0,003750	<b>0,003553</b>	0,003983
Pologne	Zloty polonais	<b>0,243635</b>	0,240761	<b>0,230048</b>	0,283465
République tchèque	Couronne tchèque	<b>0,037774</b>	0,037209	<b>0,037742</b>	0,039938
Roumanie	Nouveau leu roumain	<b>0,236055</b>	0,248602	<b>0,235754</b>	0,270235
Suisse	Franc suisse	<b>0,674036</b>	0,673401	<b>0,663291</b>	0,633459
<b>AMÉRIQUE DU NORD</b>					
États-Unis	Dollar US	<b>0,694155</b>	0,718546	<b>0,716174</b>	0,679075
Canada	Dollar canadien	<b>0,661026</b>	0,588305	<b>0,632161</b>	0,638723
<b>AUTRES</b>					
Maroc	Dirham marocain	<b>0,088464</b>	0,088822	<b>0,088884</b>	0,088098
Thaïlande	Baht thaïlandais	<b>0,020839</b>	0,020710	<b>0,020901</b>	0,020518
Hong-Kong	Dollar Hong-Kong	<b>0,089518</b>	0,092714	<b>0,092393</b>	0,087240
Communauté financière africaine	Franc CFA	<b>0,001524</b>	0,001524	<b>0,001524</b>	0,001524
Afrique du Sud	Rand sud africain	<b>0,093756</b>	0,076530	<b>0,086801</b>	0,082737

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect <sup>(a)</sup>	
		2009	2008	2009	2008
<b>A - TÉLÉCOMS - MÉDIAS</b>					
<b>1 - TÉLÉCOMMUNICATIONS – Groupe BOUYGUES TELECOM</b>					
<b>Intégration globale</b>					
Bouygues Telecom SA et ses filiales	Paris / France	89,55	89,55		
<b>2 - COMMUNICATION – Groupe TF1</b>					
<b>Intégration globale</b>					
Télévision Française 1 SA	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02		
La Chaîne Info	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02	100,00	100,00
Téléshopping	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02	100,00	100,00
TF1 Droits Audiovisuels (ex. TF1 International)	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02	100,00	100,00
TF1 Publicité	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02	100,00	100,00
TF1 Vidéo	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02	100,00	100,00
Une Musique	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02	100,00	100,00
E-TF1	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02	100,00	100,00
Eurosport SA et ses filiales	Issy-les-Moulineaux / France	43,02	43,02	100,00	100,00
Dujardin et ses filiales	La Teste de Buch / France	43,02	43,02	100,00	100,00
TV Breizh	Lorient / France	43,02	43,02	100,00	100,00
TF1 Entreprises	Boulogne-Billancourt / France	43,02	43,02	100,00	100,00
<b>Intégration proportionnelle</b>					
Télé Monte Carlo	Monaco	17,21	17,21	40,00	40,00
<b>Mise en équivalence</b>					
Métro France Publications	Paris / France	14,76	14,76	34,30	34,30
Groupe AB (dont WB TV)	La Plaine Saint-Denis / France	14,41	14,41	33,50	33,50

<sup>(a)</sup> si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Principales sociétés du Groupe	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect <sup>(a)</sup>	
		2009	2008	2009	2008
<b>B - CONSTRUCTION</b>					
<b>1 - CONSTRUCTION - Groupe BOUYGUES CONSTRUCTION</b>					
<b>Intégration globale</b>					
Bouygues Construction SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	99,97	99,97		
<b><u>Bouygues Bâtiment Ile-de-France</u></b>					
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	99,97	99,97		
<b>Filiales Bâtiment France</b>					
Bati-Rénov SA	Orly / France	99,32	99,32		
Brézillon SA	Noyon / France	99,32	99,32		
Sodéarif SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	99,96	99,96		
<b><u>Bouygues Bâtiment International</u></b>					
Bouygues Bâtiment International SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	99,97	99,97		
<b>Filiales Bâtiment International</b>					
Bouygues Thai Ltd	Bangkok / Thaïlande	48,98	48,98		
Bymaroc	Casablanca / Maroc	99,96	99,96		
DTP Singapour Pte Ltd	Singapour	99,97	99,97		
VCES Holding s.r.o. et ses filiales	Pardubice / République tchèque	99,97	50,98		
Karmar S.A.	Varsovie / Pologne	99,97	99,97		
Kohler Investment SA	Luxembourg	99,97	99,97		
<b><u>Filiales Entreprises France-Europe</u></b>					
DV Construction SA	Mérignac / France	99,97	99,97		
GTB Construction SA (ex. Bouyer Duchemin SA)	Nantes / France	99,97	99,97		
GFC Construction SA	Caluire et Cuire / France	99,97	99,97		
Norpac SA	Villeneuve d'Ascq / France	99,97	99,97		
Pertuy Construction SA	Maxeville / France	99,97	99,97		
Quille SA	Rouen / France	99,97	99,97		

<sup>(a)</sup> si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Principales sociétés du Groupe	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect <sup>(a)</sup>	
		2009	2008	2009	2008
Acieroid SA	Barcelone / Espagne	99,97	99,97		
Bouygues UK Ltd	Londres/ Royaume-Uni	99,97	99,97		
Losinger Construction AG	Koniz / Suisse	99,97	99,97		
Marazzi Holding AG et ses filiales	Berne / Suisse	99,97	99,97		
Warings Construction Group Holding Ltd et ses filiales	Portsmouth / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Westminster Local Education Partnership Ltd	Londres / Royaume-Uni	79,98	79,98		
<b><u>Bouygues Travaux Publics</u></b>					
Bouygues TP SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	99,97	99,97		
Prader Losinger SA	Sion / Suisse	99,64	99,64		
<b><u>Autres filiales Bouygues Construction</u></b>					
DTP Terrassement SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	99,97	99,97		
Dragages et TP (Hong-Kong) Ltd	Hong-Kong / Chine	99,97	99,97		
VSL International Ltd	Berne / Suisse	99,82	99,82		
<b><u>Groupe Entreprise Transport &amp; Distribution d'Électricité (ETDE)</u></b>					
ETDE SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	99,97	99,97		
Axione	Malakoff / France	99,97	99,97		
Exprimm IT	Villebon sur Yvette / France	99,97	99,97		
Exprimm SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	99,97	99,97		
Gallet Delage SA	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	Absorption	99,97		
Mainguy SAS	Vertou / France	99,97	99,97		
Serma SAS	Champforgeuil / France	99,97	99,97		
Stefal SAS et ses filiales	Ivry sur Seine / France	Absorption	99,97		
Transel SAS	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	Absorption	99,97		
David Webster Lighting et ses filiales	Harlow / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Ecovert FM	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Icel Maidstone Ltd et ses filiales	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Société gabonaise d'électrification et de canalisation (Sogec)	Libreville / Gabon	84,39	84,39		
Szigma Coop	Gyor / Hongrie	99,97	99,97		
ETDE Contracting LTD (ex. Thermal Transfer LTD)	Derbyshire / Royaume-Uni	99,97	99,97		

<sup>(a)</sup> si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Principales sociétés du Groupe	Ville/ Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect <sup>(a)</sup>	
		2009	2008	2009	2008
<b>Intégration proportionnelle</b>					
<b><u>Bouygues TP</u></b>					
Bombela Civils Jv Ltd	Johannesburg / Afrique du Sud	44,99	44,99		
<b>Mise en équivalence</b>					
<b><u>Bouygues Construction</u></b>					
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis / France	33,32	33,32		
<b><u>Bouygues Bâtiment International</u></b>					
Hermes Airports Ltd	Nicosia / Chypre	21,99	21,99		
<b><u>Groupe Entreprise Transport &amp; Distribution d'Électricité (ETDE)</u></b>					
Axione Infrastructures SAS et ses filiales	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	15,00	-		
<b><u>Bouygues TP</u></b>					
Adelac SAS	Beaumont / France	45,86 <sup>(b)</sup>	45,87		
Autoroute de liaison Seine-Sarthe SA	Bourg-Achard / France	33,16	33,16		
Bina Fincom	Zagreb / Croatie	44,99	44,99		
<b>2 - ROUTES – Groupe COLAS</b>					
<b>Intégration globale</b>					
Colas SA et ses filiales régionales (Colas, Screg et Sacer)	Boulogne-Billancourt / France	96,62	96,78		
Grands Travaux Océan Indien (GTOI) SA	Le Port (La Réunion) / France	96,61	96,77	99,99	99,99
Spac et ses filiales	Clichy / France	96,61	96,77	100,00	100,00
Aximum	Chatou / France	96,61	96,77	100,00	100,00
Colas Guadeloupe	Baie-Mahault (Guadeloupe) / France	96,61	96,77	100,00	100,00
Colas Martinique	Le Lamentin (Martinique) / France	96,61	96,77	100,00	100,00
Smac et ses filiales	Boulogne-Billancourt / France	96,61	96,77	100,00	100,00
Colas Rail	Maisons-Laffitte / France	96,61	96,77	100,00	100,00

<sup>(a)</sup> si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

<sup>(b)</sup> 39,19% Bouygues Construction, 6,67% Colas

Principales sociétés du Groupe	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect <sup>(a)</sup>	
		2009	2008	2009	2008
Colas Hungaria et ses filiales	Budapest / Hongrie	96,62	96,78	100,00	100,00
Colas Danmark A/S	Virum / Danemark	96,62	96,78	100,00	100,00
Colas SA et ses filiales	Lausanne / Suisse	95,87	96,03	99,22	99,22
Colas Inc. et ses filiales	Morristown New Jersey / États-Unis	96,62	96,78	100,00	100,00
Colas du Maroc et ses filiales	Casablanca / Maroc	96,61	96,77	100,00	100,00
Colas Ltd et ses filiales	Rowfant / Royaume-Uni	96,62	96,78	100,00	100,00
Colas Polska	Sroda-Wielkopol / Pologne	96,62	96,78	100,00	100,00
Routière Colas du Gabon	Libreville / Gabon	86,86	87,01	89,90	89,90
Colas Belgium et ses filiales	Bruxelles / Belgique	96,61	96,77	100,00	100,00
Colas Cz	Prague / République tchèque	96,62	96,78	100,00	100,00
Colas Canada Inc.	Montréal Québec / Canada	96,62	96,78	100,00	100,00
<b>Intégration proportionnelle</b>					
Carrières Roy	Saint-Varent / France	48,29	48,37	49,98	49,98
<b>Mise en équivalence</b>					
Cofiroute	Sèvres / France	16,11	16,13	16,67	16,67
<b>3 - IMMOBILIER – Groupe BOUYGUES IMMOBILIER</b>					
<b>Intégration Globale</b>					
Bouygues Immobilier	Boulogne-Billancourt / France	100,00	100,00		
SNC Bouygues Immobilier Entreprises Île-de-France	Boulogne-Billancourt / France	100,00	100,00		
SNC Bouygues Immobilier Paris	Boulogne-Billancourt / France	100,00	100,00		
SNC Bouygues Immobilier Est	Strasbourg / France	100,00	100,00		
SLC et ses filiales	Lyon / France	100,00	100,00		
Parque Empresarial Cristalia SL	Madrid / Espagne	100,00	100,00		
Bouygues Inmobiliaria SA	Madrid / Espagne	100,00	100,00		

<sup>(a)</sup> si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Principales sociétés du Groupe	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect <sup>(a)</sup>	
		2009	2008	2009	2008
<b>C - FILIALES DIVERSES</b>					
<b>Intégration globale</b>					
Finagestion et ses filiales (Afrique)	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	Changement méthode	70,70		
Bouygues Relais SNC	Paris / France	100,00	100,00		
Challenger SNC	Paris / France	100,00	100,00		
Société Française de Participation & Gestion (SFPG) SA et ses filiales	Paris / France	99,76	99,76		
GIE 32 Hoche	Paris / France	90,00	90,00		
Challenger Réassurance	Luxembourg	99,99	99,99		
Uniservice	Genève / Suisse	99,99	99,99		
<b>Intégration proportionnelle</b>					
Serendipity et ses filiales	Paris / France	50,00	50,00		
<b>Mise en équivalence</b>					
Finagestion et ses filiales (Afrique)	Saint-Quentin-en-Yvelines / France	21,50	Intégration globale en 2008		
Alstom	Levallois-Perret / France	29,80	29,78		

<sup>(a)</sup> si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt